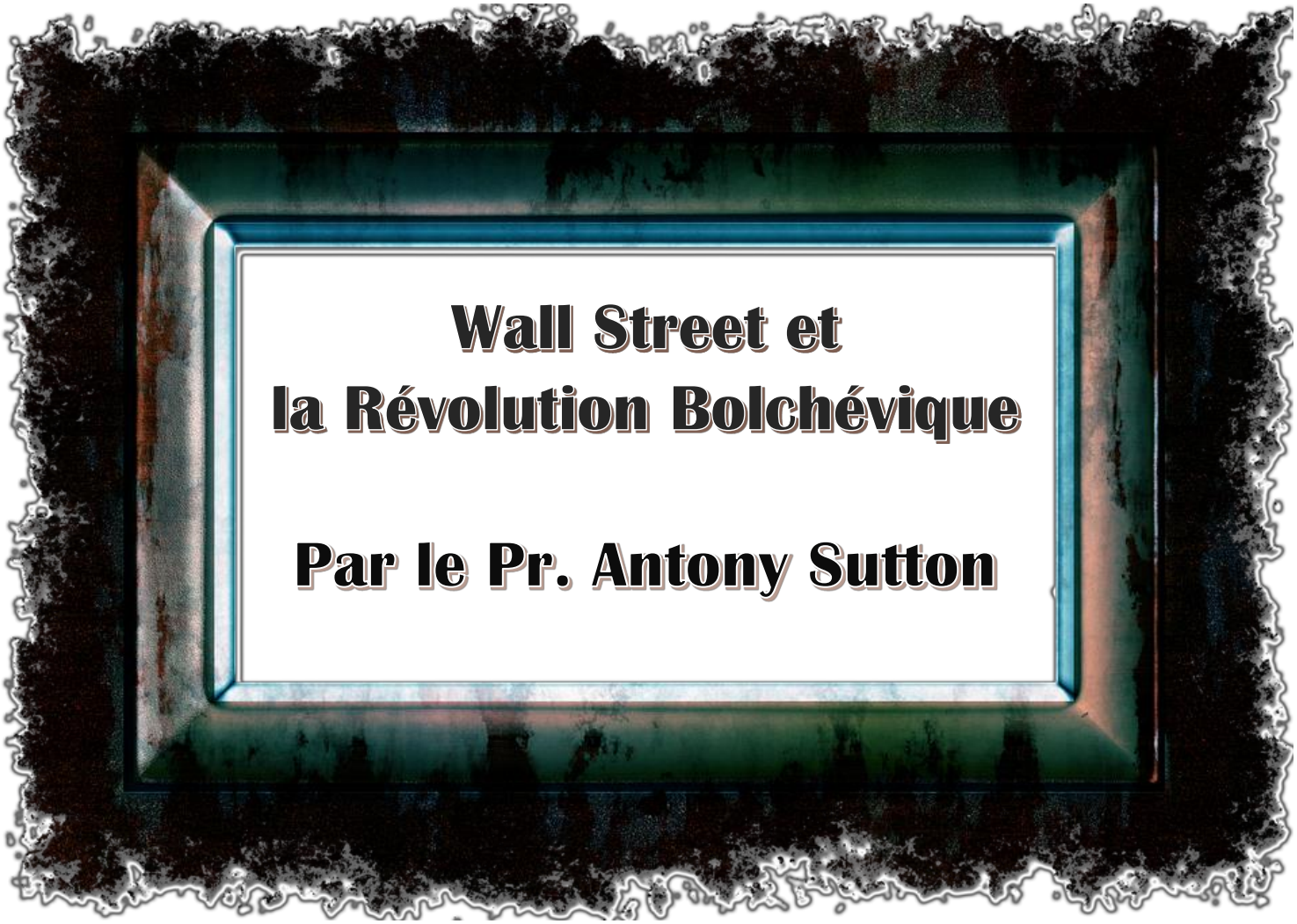


L'implication de Wall Street dans la révolution russe de 1917 (bolchévique)

Traduction de l'anglais de larges extraits du livre : du Professeur Antony C. Sutton : « Wall Street and the Bolshevik Revolution »
Par Résistance71 en 2011

https://resistance71.wordpress.com/

Version PDF par JBL1960 en 2017 ► www.jbl1960blog.wordpress.com

Au cœur du Nouvel Ordre Mondial: Wall Street et la révolution bolchévique (Professeur Antony Sutton)… ~ 1ère Partie ~

https://resistance71.wordpress.com/2011/12/12/au-coeur-du-nouvel-ordre-mondial-wall-street-et-la-revolution-bolchevique-professeur-antony-sutton-1ere-partie/

L'implication de Wall Street dans la révolution russe de 1917 (bolchévique)

***Note des traducteurs** : Le professeur **Antony Cyril Sutton** (1925-2002), économiste et historien britannique ayant vécu une très grande partie de sa vie aux États-Unis, est une sommité du monde académique et pourtant il n'est connu que dans des cercles restreints. Pourquoi ?*
Parce qu'il a passé la vaste majorité de sa vie professionnelle à rechercher et à analyser les dessous du pouvoir. Il était un conservateur qui ne pouvait accepter le degré de trahison des "élites" dirigeantes occidentales sur les multiples facettes du monde économique, politique et social.
Docteur ès Sciences de l'université de Southampton, il fut professeur entre 1968 et 1973 à Stanford University (Californie), maître de recherche associé au Hoover Institute, un des berceaux conservateurs s'il en est dans l'establishment éducatif états-unien.
Entre 1968 et 1973, il publia en trois volumes les fruits de ses recherches sur le transfert de technologie s'opérant entre les États-Unis, l'occident et l'URSS: "Western Technology and the Soviet Economic Development". Pour le professeur Sutton, le transfert de technologie était tel que cela en était une trahison pure et simple, surtout considérant le fait, que le transfert de technologie vers l'URSS et le bloc de l'Est soutenait directement les efforts de guerre du Vietnam contre les États-Unis. Le professeur Sutton non seulement condamnait cette guerre, mais de plus il rendait responsable l'élite banquière et industrielle états-unienne de la mort des jeunes soldats américains dans cette guerre impérialiste. Inutile de dire que le professeur Sutton se retrouva vite au ban de l'intelligentsia et du monde académique américains.
***En 1974**, Sutton publia le premier ouvrage de sa trilogie sur les financements de Wall Street : **"Wall Street and the Bolshevik Revolution"** (que nous avons traduit et publierons ici en 4 parties).*
En 1976, il publia le second volet de la trilogie, dont nous proposons ici la traduction de larges extraits (la traduction française totale étant à notre connaissance inexistante… merci de nous dire si le lectorat en trouve trace): "Wall Street and the Rise of Hitler", ouvrage qui fut suivit la même année du troisième volet: "Wall Street and Franklin Delano Roosevelt".

Voici ce qui est dit sur le site internet du professeur Sutton:
"Antony Sutton a été persécuté mais jamais attaqué en justice pour ses recherches et leurs publications. Sa carrière académique fut brisée par sa dévotion à découvrir et énoncer la vérité. En 1968, le fruit de ses recherches sur "La technologie occidentale et le développement économique de l'URSS" fut publié par le Hoover Institute de l'université de Stanford. Sutton y montre comment la base technologique et de production de l'état soviétique, qui s'est engagé à suppléer de l'armement au Nord-Vietnam et contribue par là-même à la mort et l'estropiage de jeunes soldats américains, fût construite par des entreprises industrielles américaines et payée essentiellement par le contribuable américain. Depuis leurs grandes usines d'acier et de fer à la construction d'équipement automobile en passant par une technologie de précision, de l'informatique, essentiellement la majorité de l'entreprise industrielle soviétique a été construite avec l'aide directe des États-Unis ou de son assistance technique."
Ceci est également détaillé dans le premier volet du triptyque de Sutton sur Wall Street, et nous allons vous faire découvrir ci-après, en plusieurs publications, que cela fut également vrai de l'Allemagne nazie.
Le pourquoi de l'omission délibérée de ces évènements pourtant dûment documentés de manière irrévocable et inattaquable, sera évident pour beaucoup de lecteurs au fur et à mesure du déroulement de la recherche du professeur Sutton sur Wall Street et la révolution bolchévique (ainsi nommée car elle constitue historiquement la seconde phase de la révolution russe après celle amorcée en 1905 et qui amena les Menchéviques aux commandes)…
C'est en analysant l'histoire sans son paravent consensuel et en la comprenant donc mieux, que nous comprendrons en retour le monde contemporain et pourrons efficacement anticiper le futur. Le vieil adage de "qui ne connaît pas l'histoire est amené à la répéter" prend tout son sens aujourd'hui. C'est en fait le but de l'oligarchie en place.

La vérité nous libèrera… pour toujours !
~ Résistance 71 ~

Wall Street et la révolution bolchévique (larges extraits)
1ère partie - *Par Antony C. Sutton (1974)*

URL du livre original en ligne :
http://www.reformation.org/wall-st-bolshevik-rev.html

Chapitre 1
Les acteurs sur la scène révolutionnaire

"Cher Monsieur le président,
La forme de gouvernement soviétique a toute ma sympathie comme étant ce qui convient le mieux au peuple russe…"
(Ouverture d'une lettre de William Lawrence Saunders, président d'Ingersoll-Rand Corporation, directeur d'American International Corporation et vice-président de la banque de la réserve fédérale de New York au président des États-Unis Woodrow Wilson le 17 Octobre 1918)

Le dessin pamphlétaire qui illustre ce livre a été dessiné par Robert Minor en 1911 pour le St Louis Post-Dispatch.
Minor était un artiste talentueux, très bon dessinateur et écrivain doublé d'un révolutionnaire bolchévique; il fut arrêté en Russie en 1915 pour soi-disant de la subversion; il fut plus tard financé par des financiers importants de Wall Street.
Le dessin de Minor (NdT : qu'on peut voir sur le lien original du livre ci-dessus) met en scène un Karl Marx barbu et hilare se tenant sur Wall Street avec un exemplaire de la revue *"Socialism"* sous le bras et acceptant les félicitations de financiers connus comme J P Morgan, L'associé de Morgan George W. Perkins, John D. Rockefeller, John D. Ryan de la National City Bank et Teddy Roosevelt, qu'on identifie facilement grâce à sa célèbre dentition, qui se tient en arrière-plan. Wall Street est décorée avec des drapeaux rouges. La foule en liesse et les chapeaux jetés en l'air suggèrent que **Karl Marx** devait avoir été un homme populaire au sein du district financier de New York.
Minor rêvait-il ? Bien au contraire, nous allons voir que Minor était très terre à terre en décrivant une alliance enthousiaste entre **Wall Street** et le socialisme marxiste. Les personnages du dessin de Minor, Karl Marx (symbolisant les révolutionnaires du futur Lénine et Trotski), JP Morgan, John D. Rockefeller et Robert Minor lui-même, sont aussi des personnages importants de ce livre.
Les contradictions suggérées par le dessin de Minor ont été glissées sous le tapis de l'histoire parce qu'elles ne cadrent pas avec le spectre classique et consensuel de la gauche et de la droite en politique. Les bolchéviques sont à l'extrême gauche du spectre politique et les financiers de Wall Street sont à l'extrême droite, dès lors, raisonnons-nous de manière implicite, ces deux groupes n'ont absolument rien en commun et toute alliance entre eux est totalement absurde. Les facteurs qui sont contraires à cet arrangement conceptuel sont en général rejetés comme observations bizarres ou d'infortunées erreurs. L'histoire moderne possède une telle dualité intégrée et il est certain que si trop de faits inconfortables ont été rejetés et poussés sous le paillasson, alors l'histoire est fausse.
D'un autre côté, on peut observer que les deux extrêmes, droite et gauche, du spectre politique, sont absolument collectivistes.
Le national socialiste (par exemple le fasciste) et le socialiste international (par exemple le communiste), recommandent tous deux des systèmes politico-économiques totalitaires fondés sur la puissance politique pure et dure et la coercition individuelle. Les deux systèmes demandent un contrôle monopoliste de la société.
Alors que le contrôle monopoliste des industries fut au départ l'objectif de JP Morgan et de John D. Rockefeller, vers la fin du XIXème siècle le cœur de Wall Street avait compris que la manière la plus sûre de gagner un monopole sans conteste était "d'entrer en politique" et de faire travailler la société pour les monopolistes et ce sous couvert du bien et de l'intérêt publics. Cette stratégie fut détaillée en 1906 par Frederick C. Howe dans son ouvrage "Confessions d'un monopoliste". Howe qui soit dit en passant, est aussi un personnage dans l'histoire de la révolution bolchévique.
Ainsi un emballage conceptuel alternatif des idées politiques et des systèmes politico-économiques serait de classifier le degré de liberté individuelle contre le degré de

contrôle politique centralisé. Sous une telle classification, l'état providence industriel et le socialisme sont du même côté du spectre politique. C'est ainsi que l'on peut constater que les tentatives du contrôle monopoliste de la société peuvent être étiquetées différemment tout en ayant des traits de caractère très similaires.
En conséquence, une des barrières sur le chemin d'une compréhension mature de l'histoire récente est la notion que tous les capitalistes sont les ennemis jurés et mortels de tous les marxistes et socialistes. Cette idée erronée trouve son origine avec Karl Marx et fut sans aucun doute très utile pour ses objectifs. En fait, cette idée est un non-sens total. Il y a eu une alliance continue, même si savamment dissimulée, entre les capitalistes politiques internationaux et les socialistes révolutionnaires internationaux et ce pour leur bénéfice mutuel. Cette alliance n'a pas été pour ainsi dire observée, parce que les historiens, mis à part quelques exceptions notoires, ont une conception marxiste inconsciente biaisée et sont ainsi enfermés dans le moule de l'impossibilité qu'une telle alliance existe.
Le lecteur large d'esprit doit garder deux choses à l'esprit: les capitalistes monopolistes sont les ennemis mortels de la libre-entreprise et de ses entrepreneurs et aussi, au vu de la faiblesse de la planification centrale socialiste, l'état socialiste totalitaire est le marché captif parfait pour les capitalistes monopolistes si une alliance peut être établie avec les tenants du pouvoir socialiste.
Supposons, car cela n'est qu'une hypothèse à ce stade, que les capitalistes monopolistes américains aient été capables de réduire une Russie sous planification socialiste au statut de colonie technique captive ? Ceci ne serait-il pas l'extension logique internationaliste du XXème siècle des monopoles sur les chemins de fer des Morgan et du trust pétrolier des Rockefeller de la fin du XIXème siècle aux États-Unis? Mis à part Gabriel Kolko, Murray Rothbard et les révisionnistes, les historiens n'ont pas du tout été alertes quant à une telle combinaison d'évènements. L'historiographie, à de rares exceptions près, a été forcée dans la dichotomie capitaliste contre les socialistes. L'étude monumentale et lisible de George Kennan sur la révolution russe maintient de manière consistante cette fiction de la dualité entre Wall Street et le bolchévisme. *"La Russie quitte la guerre"* n'a qu'une seule référence incidentelle à la firme J.P Morgan et aucune référence du tout concernant la Guaranty Trust Company; et pourtant, ces deux organisations sont abondement mentionnées dans les dossiers du Département d'État (*NdT : le ministère des affaires étrangères américain)*, auxquels de fréquentes références sont faites dans ce livre, toutes deux étant partie des preuves principales présentées ici. Aucun de l'auto-incriminé "banquier bolchévique", Olof Aschberg ni la banque Nya Banken de Stockholm ne sont mentionnés dans la recherche de Kennan et pourtant tous deux furent essentiels au financement bolchévique. De plus, dans de circonstances mineures mais néanmoins cruciales, du moins cruciales pour notre développement, Kennan a commis des erreurs factuelles. Par exemple, Kennan cite le directeur de la banque de la réserve fédérale William Boyce Thompson comme quittant la Russie le 27 Novembre 1917. Cette date de départ rendrait physiquement impossible la présence de Thompson à Petrograd le 2 Décembre 1917 d'où il transmît un télégramme de demande d'un million de dollars à Morgan à New York. Thompson en fait quitta Petrograd le 4 Décembre 1917, deux jours après avoir envoyé le télégramme à New York. Là encore, Kennan fait état du fait que le 30 Novembre 1917, Trotski fît un discours devant le soviet de Petrograd dans lequel il observa: "Aujourd'hui, j'ai avec moi ici à l'institut Smolny, deux

Américains en relation étroites avec les éléments capitalistes américains". D'après Kennan, il est "difficile d'imaginer " qui d'autre "auraient pu être" ces deux Américains, "sinon Robins et Grumberg". En fait, Grumberg n'était pas américain mais russe. De plus, comme Thompson était toujours en Russie le 30 Novembre 1917, alors les deux Américains qui visitèrent Trotski étaient plus certainement Raymond Robins, un promoteur minier devenu bon samaritain et… Thompson de la réserve fédérale de New York.

La bolchévisation de Wall Street était connue dans les cercles informés dès 1919. Le journaliste financier Barron enregistra une conversation avec le magnat du pétrole E.H. Doheny en 1919 qui mentionna spécifiquement trois financiers importants, William Boyce Thompson, Thomas Lamont et Charles R. Crane:

► *A bord du SS Aquitaine, soirée du Vendredi 1er Février 1919.*

J'ai passé la soirée dans la suite des Doheny. Mr Doheny a dit : "Si vous croyez en la démocratie, vous ne pouvez pas croire au socialisme. Le socialisme est le poison qui détruit la démocratie. La démocratie veut dire des opportunités pour tous. Le socialisme fait croire qu'un homme peut quitter son travail et être mieux loti. Le bolchévisme est le fruit véritable du socialisme et si vous lisiez les témoignages intéressants devant les comités du sénat vers la mi-Janvier qui montrèrent tous ces pacifistes et faiseurs de paix comme des sympathisants de l'Allemagne, des socialistes et des bolchéviques, et vous verriez que la majorité des professeurs d'université aux États-Unis enseignent le socialisme, le bolchévisme et que cinquante-deux de ces professeurs étaient dans des comités pacifistes en 1914. Le président Eliot d'Harvard enseigne le bolchévisme. Les pires des bolchéviques aux États-Unis ne sont pas seulement les profs d'université dont le président Wilson fait partie, mais les capitalistes et les femmes de capitalistes et aucun ne semble savoir de quoi ils parlent. William Boyce Thompson enseigne le bolchévisme et il va sûrement convertir Lamont de JP Morgan and Co, Vanderlip est un bolchéviste ainsi que Richard Crane. Beaucoup de femmes rejoignent le mouvement et ni elles ni leurs maris ne savent de quoi il retourne ou ce à quoi cela mène. Henry Ford en est un autre, ainsi que la majorité de la centaine d'historiens que Wilson a emmené à l'étranger avec lui avec cette idée insensée que l'histoire puisse enseigner à la jeunesse une juste démarcation des races, des gens et des nations géographiquement."

En bref, ceci est l'histoire de la révolution bolchévique et de ce qui s'ensuivît, mais une histoire qui se démarque de l'approche traditionnelle des capitalistes contre les communistes. Notre histoire postule un partenariat entre le capitalisme international monopoliste et le socialisme révolutionnaire international pour servir leur bénéfice mutuel. Le coût humain final de cette alliance est retombé sur les épaules du citoyen russe, du citoyen américain. L'entreprenariat a été discrédité et le monde a été propulsé vers une planification socialiste inefficace comme résultat de ces manœuvres monopolistes dans le monde de la politique et de la révolution.

Ceci est aussi une histoire réfléchissant la trahison de la révolution russe. Les tsars et leur système politique corrompu furent éjectés pour n'être remplacés que par les agents du pouvoir d'un autre système corrompu. Là où les États-Unis auraient pu exercer une influence dominante pour amener une Russie libre, cela trébucha sur les ambitions de quelques financiers de Wall Street, qui pour leurs intérêts personnels, pouvaient accepter une Russie tsariste centralisée, une Russie marxiste centralisée, mais en aucune manière une Russie libre et décentralisée. Les raisons de ces

hypothèses vont se dévoiler alors que nous développerons les faits sous-jacents et non-dits jusqu'ici, de la révolution russe et de ses conséquences.

Chapitre 2

Trotski quitte New York pour faire la révolution

"Vous aurez une révolution, une terrible révolution. Quelle route prendra t'elle dépendra beaucoup des instructions de Mr Rockefeller à Mr Hague. Mr Rockefeller est le symbole de la classe dirigeante américaine et Mr Hague est le symbole de son outil politique."

(Léon Trotski à New York le 13 Décembre 1938, note: Hague était un politicien du New Jersey)

En 1916, l'année qui a précédée la révolution russe, l'internationaliste Léon Trotski fut expulsé de France, officiellement à cause de sa participation à la conférence de Zimmerwald, mais aussi sans nul doute à cause des articles enflammés qu'il écrivît pour le journal *Nashe Slovo*, publication russe parisienne. En Septembre 1916, Trotski fut poliment escorté à la frontière espagnole par la police française. Quelques jours plus tard, la police de Madrid l'arrêta et le plaça dans une "cellule de première classe" au prix d'une peseta et demie par jour. Subséquemment, Trotski fut conduit à Cadix, puis à Barcelone finalement pour être mis à bord du bateau à vapeur de la compagnie espagnole transatlantique, le *S.S Montserrat*. Ainsi, Trotski et sa famille traversèrent l'océan Atlantique et arrivèrent à New York le 13 Janvier 1917 […]

[…] Comment pût survivre en Amérique capitaliste un Trotski qui ne parlait que russe et allemand ?

D'après son autobiographie "Ma Vie": "Ma seule profession à New York fut celle d'un socialiste révolutionnaire". En d'autres termes, Trotski écrivit des articles occasionnels pour le *Novy Mir*, le journal socialiste russe new yorkais. De surcroît, nous savons que l'appartement familial de Trotski avait un réfrigérateur et un téléphone et que, d'après Trotski lui-même, la famille voyageait occasionnellement en limousine. Ce mode de vie intrigua les deux jeunes garçons Trotski. Quand ils se rendirent dans un salon de thé, les garçons demandaient anxieusement à leur mère pourquoi le chauffeur n'entrait pas avec eux ? Ce style de vie très confortable est également en porte à faux avec les revenus déclarés de Trotski. Les seuls fonds que Trotski admît avoir reçu pour l'année 1916 et 1917 furent de 310 US$ et d'après Trotski toujours: "J'ai distribué ces 310 US$ à cinq immigrants qui retournaient en Russie." Toujours est-il que Trotski paya pour une cellule de première classe en Espagne, la famille Trotski voyagea à travers l'Europe et les États-Unis, ils ont obtenu un excellent appartement à New York, payant trois mois de loyer en avance et ils avaient l'usage d'une limousine avec chauffeur pour leurs déplacements. Tout cela avec les revenus d'un révolutionnaire exilé appauvri qui écrivait quelques articles pour un journal de langue russe de faible diffusion le *Nashe Slovo* à Paris et le *Novy Mir* à New York !

Joseph Nedava estime les revenus de Trotski pour 1917 à 12 US$ par semaine, "agrémentés de quelques piges pour discours et entretien". Trotski fut à New York en 1917 pour trois mois de Janvier à Mars, cela fait donc 144 US$ de revenu du Novy Mir et disons en étant large, 100 US$ de salaire pour quelques lectures, pour un total de 244 US$. De ces 244 US$, Trotski devait donner 310 US$ à ses amis, payer pour son appartement de New-York, soutenir sa famille et trouver les 10 000 US$ qui lui furent confisqués par les autorités canadienne du port d'Halifax en Avril 1917. Trotski

maintient que ceux qui disent qu'il avait d'autres sources d'argent ne sont que des "mauvaises langues" promptes à "répandre des calomnies stupides et des mensonges"; mais à moins que Trotski n'ait joué aux courses, ceci ne pouvait-être fait. Il est évident que Trotski avait une autre source de revenus.
Quelle était cette source ? […]
[…] La plupart des enquêtes se sont centrées sur le fait vérifiable que lorsque Trotski quitta New York en 1917 à destination de Petrograd pour organiser la phase bolchévique de la révolution, il quitta la place avec 10 000 US$. En 1919, le comité sénatorial Overman enquêta sur la propagande bolchévique et l'argent allemand aux États-Unis et toucha incidemment à la source des 10 000 US$ de Trotski. L'examen des dires du colonel Hurban, un attaché de Washington auprès de la délégation tchèque mena à ceci :
(*NdT : s'ensuit dans le livre la transcription d'une partie de l'interrogatoire du comité qui établit le fait que Trotski obtint les 10 000 US$ de ressortissants allemands alors qu'il était aux États-Unis…*) […]
[…] Il est ici assez remarquable de noter que le comité ajourna brusquement l'interview avant même que les "sources" de l'argent de Trotski ne purent être placées dans les archives du sénat. Lorsque l'interview repris le lendemain, le comité Overman n'avait plus aucun intérêt de connaître le fin mot de cette histoire de financement de Trotski […]
[…] Une somme de 10 000 US$ de provenance allemande est aussi mentionnée dans le télégramme officiel britannique aux autorités navale du port d'Halifax en Nouvelle-Ecosse au Canada, qui requirent que Trotski et tous les gens qui l'accompagnaient furent débarqués du *S.S Kristianafjord*. Nous avons aussi appris d'un rapport du directorat britannique pour le renseignement que Gregory Weinstein, qui fut en 1919 un élément important du bureau soviétique de New York, collecta des fonds pour Trotski à New York. Ces fonds venaient d'Allemagne et furent acheminés via le Volks-Zeitung, un quotidien de presse allemand de New York et sponsorisé par le gouvernement allemand […]

Woodrow Wilson et un passeport pour Trotski

Le président Woodrow Wilson fut la bonne fée qui donna un passeport à Trotski pour qu'il puisse retourner en Russie afin de "porter de l'avant" la révolution. Ce passeport américain était accompagné par un permis d'entrée en Russie et un visa de transit britannique. Jennings C. Wise, dans son livre "Woodrow Wilson: disciple de la révolution", fait ce commentaire pertinent: "Les historiens ne doivent jamais oublier que Woodrow Wilson, et ce malgré les efforts intenses de la police britannique, rendît possible pour **Léon Trotski** de rentrer en Russie avec un passeport américain."

Le président Wilson a facilité le passage de Trotski en Russie alors que dans le même temps, des bureaucrates prudents du département d'état (NdT : ministère des affaires étrangères américain), concernés par de tels révolutionnaires entrant en Russie, tentaient de manière unilatérale de rendre plus difficile les procédures d'obtention de passeport. La branche de Stockholm câbla le département d'état le 13 Juin 1917 juste après le passage de Trotski à la frontière finlando-russe: "la délégation a confidentiellement informé les bureaux de passeport russe, britannique

et français à Tornéa (frontière), qu'elle était inquiète du passage de personnes suspicieuses en possession de passeports américains." La réponse du département d'état américain le même jour fut comme suit: "le département exerce une attention particulière pour la délivrance des passeports pour la Russie" […]
[…] En conséquence, par vertu du traitement préférentiel accordé à Trotski, lorsque le S.S Kritianafjord (NdT : S.S est un acronyme pour Steam Ship ou navire à vapeur) quitta New York le 26 Mars 1917, Trotski était à bord avec un passeport américain, en compagnie d'autres révolutionnaires trotskistes, de financiers de Wall Street, de communistes américains et d'autres personnes non moins intéressantes, dont très peu avaient embarqué avec pour but des affaires légitimes. Cet amalgame de passagers a été décrit par Lincoln Steffens, le communiste américain:
"La liste de passagers était longue et mystérieuse. Trotski menait un groupe de révolutionnaires; il y avait un révolutionnaire japonais dans ma cabine. Il y avait un bon nombre de Hollandais qui se pressaient de revenir chez eux depuis Java. Ils étaient les seules personnes innocentes à bord. Le reste n'était que des messagers de guerre, deux de Wall Street pour l'Allemagne…"
Notablement, Lincoln Steffens était en route pour la Russie à l'invitation spécifique de Charles Richard Crane, un soutien et ex-président du comité des finances du parti démocrate. Charles Crane, le vice-président de la Crane Company, avait organisé la Westinghouse Company en Russie, était un membre de la mission Root en Russie et avait fait pas moins de vingt-trois visites en Russie entre 1890 et 1930. Richard Crane, son fils, était l'assistant confidentiel de secrétaire d'état d'alors (NdT : assistant ministre des affaires étrangères) Robert Lansing. D'après l'ancien ambassadeur américain en Allemagne William Dodd, Crane "fit beaucoup pour amener la révolution de Kerensky, qui mena au communisme." Ainsi les commentaires de Steffens dans son journal de bord à propos des conversations à bord du S.S Kristianafjord sont très pertinents: "… tous étaient d'accord pour dire que la révolution n'était que dans sa première phase, qu'elle devait grandir. Crane et les radicaux russes à bord pensent que nous devrions être à Petrograd pour la continuité de la révolution."
Crane retourna aux États-Unis après que la révolution bolchévique fut achevée (c'est à dire, la continuité de la révolution), et bien que citoyen privé, il reçut des rapports de première main sur le progrès de la révolution bolchévique au long des réceptions des télégrammes du département d'état. Par exemple, un mémorandum daté du 11 Décembre 1917 est intitulé: "Copie du rapport de la révolte maximaliste pour Mr Crane". L'origine du même était de Maddin Summers, consul général américain à Moscou et la lettre de présentation de Summers dit en partie:
"J'ai l'honneur d'incorporer ci-joint une copie du même rapport avec la requête qu'il soit envoyé pour l'information confidentielle de Mr Charles R. Crane. Il est assumé que le département ne verra aucune objection à ce que Mr Crane ait connaissance du rapport…"
Brièvement, l'image improbable et inquiétante qui émerge est que Richard Crane, un ami et soutien de Woodrow Wilson et un financier important doublé d'un politicien, a eu un rôle connu dans la "première" révolution et voyagea à la mi-1917 en Russie en compagnie du communiste américain Lincoln Steffens, qui était en relation avec Woodrow Wilson et Trotski. Ce dernier était en possession d'un passeport américain délivré sur ordre du président Wilson et de 10 000 US$ en provenance supposée de sources allemandes. A son retour aux États-Unis, après la "seconde" révolution, Crane

a bénéficié de l'accès à des documents officiels confidentiels concernant la consolidation du régime bolchévique. Ceci représente un tissu de faits intriqués, intrigants, qui demandent plus de recherche et qui suggère, bien que à ce stade sans preuve évidente, que des liens existent entre le financier Crane et le révolutionnaire Trotski.

Les documents canadiens sur la remise en liberté de Trotski

Des documents du court passage de Trotski entre les mains des autorités canadiennes sont maintenant déclassifiées et disponibles auprès des archives du gouvernement canadien. D'après ces archives, Trotski fut débarqué du *S.S Kristianafjord* par des personnels de la marine canadienne et britannique dans le port d'Halifax (Nouvelle-Ecosse), le 3 Avril 1917; il fut enregistré comme un prisonnier de guerre allemand et interné au camp d'Ambherst en Nouvelle-Ecosse érigé pour les prisonniers allemands. Mme Trotski, les deux garçons et cinq autres hommes russes décrits comme étant des "socialistes russes", furent également débarquées et internés. Leurs noms sont enregistrés par les autorités canadiennes comme suit: Nickita Muchin, Leiba Fisheleff, Konstantin Romanchanco, Gregor Teheodnovski, Gerchon Melintchansky et Léon Bronstein Trotski (toutes les orthographes identiques aux documents originaux).

Le formulaire de l'armée canadienne LB-1, sous le numéro de série 1098 (incluant les empreintes digitales des pouces) fut complété pour Trotski, avec la description suivante: "37 ans, exilé politique, profession journaliste, né à Gromskty, Chuson, Russie, citoyen russe". Le formulaire fut signé par Léon Trotski et son nom complet donné comme étant: Léon Bromstein (sic) Trotski […]

[…] Le 20 Avril 1917, la capitaine Matkins écrivit à l'amiral Kingsmill expliquant ses raisons d'avoir débarqué Trotski; il refusa d'être mis sous pression et de prendre une décision en disant: "Je vais câbler à l'amirauté et l'informer que la milice des autorités demande une décision rapide concernant les suites à donner à l'affaire." Le jour suivant, le 21 Avril, Gwatkin écrivit à Coulter: "Nos amis les socialistes russes doivent être libérés; des arrangements sont en ce moment en cours pour assurer leur passage en Europe." L'ordre donné au capitaine Matkins de libérer Trotski avait pour origine l'amirauté de Londres. Coulter reconnu l'information d'un: "ceci plaira immensément à nos correspondants de New York." […]

Les vues des services de renseignement canadiens sur Trotski

Nous pouvons approcher le cas de la libération de Trotski sous un autre angle: celui du renseignement canadien.

Le lieutenant-colonel John Bayne MacLean, un important éditeur et homme d'affaires canadien, fondateur et président de la MacLean Publishing Company de Toronto, géra plusieurs journaux canadiens de commerce, incluant le *Financial Post.* MacLean avait également une très longue association avec les services de renseignement militaires de l'armée canadienne.

En 1918, le colonel MacLean écrivit un article dans son propre magazine "MacLean's", article intitulé: "Pourquoi avons-nous laissé partir Trotski ? Comment le Canada a perdu une opportunité de raccourcir la guerre" […]

[…] En premier lieu, il convient de dire que le colonel MacLean était un homme intègre, qui possédait d'excellentes connexions au sein du gouvernement et des services de renseignement canadiens. En second lieu, les archives du gouvernement déclassées depuis par le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis, confirment les

déclarations de MacLean à un bon degré de signifiance. Certaines déclarations de MacLean doivent être confirmées, mais l'information à notre disposition en ce début des années 1970 n'est pas nécessairement inconsistante avec l'article du colonel MacLean.
MacLean ouvre le débat de la sorte: "quelques politiciens canadiens ou officiels furent dûment responsables du prolongement de la guerre (1ère guerre mondiale), pour la grande perte de vies humaines, les blessures et les souffrances de l'hiver 1917 et des grandes offensives de 1918."
De plus, dit MacLean, ces personnes faisaient (en 1919) tout ce qui était possible pour empêcher le parlement et le public canadiens d'obtenir les faits relatés. Les rapports officiels, incluant ceux de Sir Douglas Haig, démontrent que si ce ne fut pour le désengagement de la Russie en 1917, la guerre aurait été finie au moins un an avant et que "l'homme responsable de la défection de la Russie fut Trotski… agissant sur instructions de l'Allemagne."
Qui était Trotski ? D'après MacLean, Trotski n'était pas Russe mais Allemand. Aussi bizarre que cette assertion puisse paraître, cela coïncide avec d'autres pièces d'information et de renseignement qui stipulent que Trotski parlait mieux allemand que russe et qu'il était l'exécutif russe du "Black Bond" allemand. D'après MacLean, Trotski a été ostentatoirement expulsé de Berlin en Août 1914, il arriva finalement aux États-Unis d'où il organisa les révolutionnaires russes, ainsi que des révolutionnaires dans l'ouest canadien, qui "étaient essentiellement des Allemands et des Autrichiens voyageant comme des Russes". Mac Lean continue:
"Originellement, les britanniques se sont rendus compte par leurs associés russes que Kerensky, Lénine et quelques autres leaders moindres étaient payés par l'Allemagne depuis au moins 1915 et ils découvrirent en 1916 les connexions avec Trotski qui vivait à New-York. A partir de ce moment-là il fut observé sans relâche par… le service de déminage. Au début de l'année 1916 un officiel allemand se rendît à New-York. Les officiels du renseignement britannique l'accompagnèrent. Il fut détenu à Halifax, mais sur leur instruction il fut permis qu'il continua sa route avec moultes excuses pour le retard occasionné. Après pas mal de manœuvres, il arriva dans un petit bureau de presse sale dans les bidonvilles et trouva Trotski, pour lequel il portait des instructions importantes. De Juin 1916, jusqu'à ce qu'ils le relaient au service britannique, le service de déminage de New York ne perdit jamais le contact avec Trotski. Ils découvrirent que son véritable nom était Braunstein et qu'il était Allemand et non pas russe."
Une telle activité allemande en pays neutres a été confirmée dans un rapport du département d'état (316-9-764-9), qui décrivait l'organisation de réfugiés russes pour des buts révolutionnaires […]
[…] Trotski a été relâché "à la requête de l'ambassade britannique de Washington… qui a agi sur la requête du département d'état américain, qui lui agissait pour quelqu'un d'autre…" Les officiels canadiens furent instruits "d'informer la presse que Trotski était un citoyen américain voyageant avec un passeport américain et que sa relâche avait été spécifiquement demandée par le département d'état à Washington. De plus, écrit toujours MacLean, à Ottawa "Trotski avait et continue à avoir, une très forte influence. Là, son pouvoir est si grand que des ordres furent donnés pour que toute considération lui soit accordée."

Le thème général sur lequel MacLean s'épanche est bien évidemment que Trotski avait des relations intimes et probablement travaillait pour l'état-major allemand. Alors que ces relations ont été établies en ce qui concerne Lénine, jusqu'à confirmer que Lénine était financé et son retour en Russie facilité par l'Allemagne, il apparaît comme quasi certain que Trotski fut aidé de la même façon. Le fond de 10 000 US$ de Trotski à New York était de source allemande et un document archivé du département d'état américain récemment déclassifié déclare:
"9 Mars 1918, au consul américain, Vladivostok; de Polk, faisant fonction de secrétaire d'état, Washington D.C
Pour votre information confidentielle et prompte attention: ce qui suit est la substance d'un message du 12 Janvier émanant de Von Schanz de la Banque Impériale allemande à Trotski. Message accorde la banque impériale d'un crédit de 5 millions de roubles à envoyer à l'assistant commissaire naval en chef Kudrisheff d'extrême Orient…"
Ce message suggère une liaison entre Trotski et les Allemands en Janvier 1918, une époque où Trotski proposait une alliance avec l'occident. Le département d'état ne donne pas la provenance du message, seulement qu'il provient du bureau du personnel de l'école de guerre. Le département d'état a traité ce message comme authentique et a agi en conséquence sur la base d'une authenticité assumée. Ceci est consistant avec le thème général de l'article du colonel MacLean.

Les intentions et objectifs de Trotski

Par conséquent, nous pouvons dériver la séquence d'évènements suivante: Trotski a voyagé de New York à Petrograd avec un passeport suppléé suite à l'intervention du président Woodrow Wilson et avec l'intention déclarée de "poursuivre plus avant" la révolution. Le gouvernement britannique fut la source d'origine de sa libération de détention par les autorités canadiennes en Avril 1917, mais il se peut très bien qu'il y ait eu des "pressions". Lincoln Steffens, un communiste américain, a agi comme relais entre Wilson et Charles R. Crane et entre Crane et Trotski. De plus, alors que Crane n'avait aucune position officielle, son fils Richard était l'assistant confidentiel du secrétaire d'état Robert Lansing et Crane senior reçu des rapports rapides et détaillés sur les progrès de la révolution bolchévique. De plus, l'ambassadeur William Dodd (ambassadeur américain en Allemagne durant la période d'Hitler) a dit que Crane a eu un rôle actif dans la phase Kerensky de la révolution; les lettres de Steffens confirment que Crane voyait la phase Kerensky comme n'étant qu'une étape dans la continuité de la révolution.
Le point intéressant n'est pas tant la communication parmi des personnes disparates comme Crane, Steffens, Trotski et Woodrow Wilson, que l'existence d'au moins une mesure d'accord sur la procédure à suivre, à savoir que le gouvernement provisoire était vu comme "provisoire" et que la "seconde révolution" devait suivre.
D'un autre côté, l'interprétation des intentions de Trotski doit être sujette à précaution: il était un adepte du double jeu. La documentation officielle démontre très clairement des actions contradictoires. Par exemple, la division administrative des affaires d'Extrême-Orient du département d'état américain, reçût le 23 Mars 1918, deux rapports de Trotski. L'un est inconsistant avec l'autre. Un rapport du 20 Mars 1918 de Moscou ayant pour origine le journal russe Russkoe Slovo; le rapport citait une

interview avec Trotski dans lequel il disait que l'alliance avec les États-Unis était impossible:
"La Russie des soviets ne peut pas s'aligner sur l'Amérique capitaliste car ce serait une trahison. Il est possible que les Américains cherchent un rapprochement avec nous, motivé par leur antagonisme avec le Japon, mais dans tous les cas il ne peut pas y avoir d'alliance de notre part et de quelque nature que ce soit avec une nation bourgeoise."
Dans l'autre rapport, provenant aussi de Moscou figure un message du 17 Mars 1918, trois jours plus tôt, et de l'ambassadeur Francis: "Trotski demande cinq officiers américains comme inspecteurs de l'armée étant organisée pour la défense et aussi demande des techniciens de chemins de fer et de l'équipement."
Cette requête vers les Etats-Unis est bien évidemment inconsistante avec la rejection de "l'alliance" […]
[…] tant que nous verrons tous les révolutionnaires internationaux et tous les capitalistes internationaux comme étant des ennemis implacables les uns des autres, alors nous ne verrons jamais le point crucial, à savoir qu'il y a effectivement eu une coopération opérationnelle entre les capitalistes internationaux, ceci incluant les fascistes et les révolutionnaires internationaux; il n'y a a priori aucune raison de rejeter Trotski comme ne faisant pas partie de cette alliance.
Cette tentative de réévaluation limitée sera remis plus en lumière quand nous verrons l'histoire de Michael Gruzenberg, l'agent en chef des bolchéviques en Scandinavie qui sous le pseudonyme d'Alexandre Grumberg était aussi un conseiller confidentiel de la Chase National Bank de New York et plus tard à la Floyd Odium of Atlas Corporation. Ce rôle ambivalent était connu et accepté des deux employeurs soviétiques et américains. L'histoire de Gruzenberg est un cas d'école de l'histoire de l'alliance entre la révolution internationale et le capitalisme international.
Les observations du colonel MacLean sur Trotski ayant "une forte influence" et que "son pouvoir était si grand que des ordres furent donnés pour lui garantir la plus grande considération", ne sont pas du tout inconsistantes avec l'intervention de Coulter-Gwatkin au profit de Trotski ou plus tard avec les accusations stalinistes des procès des années 1930 (NdT : qui disaient que Trotski était un agent de capital); elles ne sont pas non plus inconsistantes avec le cas Gruzenberg. D'un autre côté, le seul lien direct connu de Trotski avec la finance internationale est à travers son cousin Abram Givatovzo, qui était un banquier privé à Kiev avant la révolution russe et à Stockholm après la révolution. Alors que Givatovzo professait l'antibolchevisme, il agissait en fait pour les soviets en 1918 au cours de transaction de changes […]
[…] En bref, les allégeances ne sont pas toujours ce qu'elles paraissent-être. Nous pouvons quoi qu'il en soit conjecturer que Trotski, Aleinikoff, Wolf, Coulter et Gwatkin en agissant pour un objectif commun limité avaient aussi un but commun plus important que l'allégeance nationale ou le label politique. Il n'y a pas de preuve que cela fut. Ceci n'est pour le moment qu'une supposition logique qu'on peut tirer des faits. Une loyauté plus haute que celle forgée par un but commun immédiat n'a pas besoin d'être plus que l'amitié, même si cela peut-être une vue de l'esprit considérant le polyglottisme impliqué. Cela a aussi pu être motivé par d'autres intérêts. Nous n'avons toujours qu'une vue partielle.

Chapitre 3

Lénine et l'assistance allemande à la révolution bolchévique

"Ce ne fut pas avant que les bolchéviques aient reçu de notre part un flot plus constant de fonds au moyen de diverses sources et sous différents labels, qu'ils furent en position de développer leur organe d'information majeure la "Pravda" afin de conduire leur propagande énergique et d'être capables d'étendre la base originellement étroite de leur parti."

(Von Kühlmann, ministre des affaires étrangères allemand au Kaiser le 3 Décembre 1917)

En Avril 1917, Lénine et un groupe de 32 révolutionnaires russes, la plupart bolchéviques, voyagèrent en train depuis la Suisse, à travers l'Allemagne et la Suède jusqu'à Petrograd en Russie. Ils étaient en route pour rejoindre Léon Trotski afin de "compléter la révolution". Leur voyage de transit à travers l'Allemagne fut approuvé, facilité et financé par le grand état-major allemand. Le transit de Lénine et son passage en Russie faisait partie d'un plan approuvé par le commandement suprême allemand et n'a pas été immédiatement porté à la connaissance du Kaiser; ceci fut fait afin d'aider à la désintégration de l'armée russe et d'éliminer la Russie de la première guerre mondiale. La possibilité que les bolchéviques puissent être retournés contre l'Allemagne et l'Europe ne vint pas à l'idée de l'état-major allemand. Le Major Général Hoffman a écrit:" Nous n'avons jamais su ou prévu le danger pour l'humanité résultant de ce voyage des bolchéviques en Russie."

Au plus haut niveau, le politicien allemand qui autorisa le voyage de Lénine vers la Russie fut le chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg, un descendant de la famille banquière de Francfort Bethmann, qui devînt très prospère au XIXème siècle. Bethmann-Hollweg fut nommé chancelier en 1909 et devint en Novembre 1913 le premier chancelier victime d'un vote de censure au Reichstag. Ce fut lui qui dit au monde en 1914 que la garantie allemande sur la Belgique n'était "qu'un vulgaire bout de papier" […]

[…] dès 1917, Bethmann-Hollweg avait perdu son soutien au Reichstag et dût démissionner, mais pas avant avoir approuvé le transit des révolutionnaires bolchéviques en Russie par l'Allemagne. Les instructions du transit allèrent de Bethmann-Hollweg à son secrétaire d'état Arthur Zimmermann, qui était directement sous Bethmann-Hollweg et qui supervisa les détails des opérations au quotidien avec les ministres allemands à la fois à Berne et à Copenhague. Le Kaiser lui-même ne fut mis au courant du mouvement révolutionnaire qu'après le passage de Lénine en Russie.

Bien que Lénine lui-même ne fût pas au courant de la source précise de l'assistance, il savait très certainement que les Allemands fournissaient le financement. Il y eut quoi qu'il en soit des liens intermédiaires entre le ministère des affaires étrangères allemand et Lénine ainsi que le montre ce qui suit:

Les transferts de Lénine en Russie d'Avril 1917

- Décision finale : Chancelier Bethmann-Hollweg
- 1er intermédiaire : Arthur Zimmermann (secrétaire d'état)
- 2ème intermédiaire : Brockdorff-Rantzau (ministre allemand à Copenhague)
- 3ème intermédiaire : Alexandre Israël Helphand (alias Parvus)
- 4ème intermédiaire : Jacob Furstenberg (alias Ganetsky)

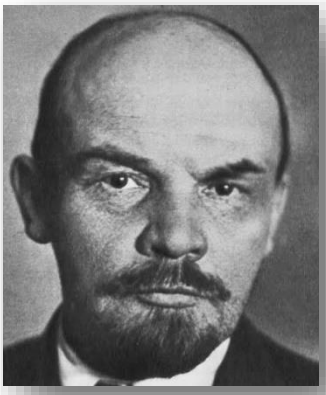
– Lénine en Suisse

[…] Bien que le chancelier Bethmann-Hollweg fût l'autorité finale qui décida du transfert de Lénine et bien que celui-ci fût très certainement au courant de l'origine allemande de l'assistance, Lénine ne peut néanmoins pas être étiqueté comme un agent allemand. Le ministère des affaires étrangères allemand évalua les actions probables de Lénine en Russie et décida qu'elles étaient consistantes avec leur propre objectif de la dissolution de la structure du pouvoir existant en Russie. Quoi qu'il en soit, les deux parties avaient un agenda caché: L'Allemagne voulait une priorité sur le marché russe de l'après-guerre et Lénine avait pour intention d'établir une dictature marxiste.

L'idée d'utiliser les révolutionnaires de cette façon peut-être tracée dès 1915. Le 14 Août de cette année-là, Brockdorff-Rantzau écrivit au sous-secrétaire d'état allemand à propos de sa conversation avec Helphand (Parvus) et fît une importante recommandation d'employer Helphand "un homme extraordinairement important dont nous devrions employer les pouvoirs peu communs pour la durée de la guerre…" Inclus dans le rapport était une mise en garde: "Il serait peut-être risqué d'utiliser les pouvoirs derrière Halphand, mais ce serait sans nul doute une admission de notre faiblesse si nous devions refuser leurs services par peur de ne pas être capable de les diriger."

Les idées de Brockdorff-Rantzau de diriger et de contrôler les révolutionnaires furent en parallèle, comme nous le verrons, avec celles des financiers de Wall Street. Ce fut JP Morgan et l'American International Corporation qui tentèrent de contrôler les révolutionnaires à la fois américains et étrangers aux États-Unis pour leurs propres intérêts.

Un autre document établît les termes de la demande de **Lénine**, dont le point le plus intéressant fut le point #7, qui permettrait aux troupes russes "d'entrer en Inde", ce qui suggéra que **Lénine** avait l'intention de poursuivre le projet expansionniste du tsar. Zeman note aussi le rôle de Max Warburg dans l'établissement d'une maison d'édition russe et annonce un accord daté du 12 Août 1916 dans lequel l'industriel allemand Stinnes acquiesça de contribuer pour deux millions de roubles pour le financement d'une maison d'édition en Russie.



Ainsi, le 16 Avril 1917, un groupe de 32 personnes à bord d'un train, incluant Lénine, sa femme Nadezhda Krupskaya, Grigori Zinoviev, Skolnikov et Karl Radek, partirent de la gare centrale de Berne en route pour Stockholm. Lorsque le groupe arriva à la frontière russe, seuls Fritz Plattan et Radek se virent refuser l'entrée en Russie. Le reste du groupe fût autorisé à entrer en Russie. Plusieurs mois plus tard, ils furent suivis par quelques 200 Menchéviks, incluant Martov et Axelrod.

Il convient ici de noter que Trotski, qui était à New York pendant ce temps-là, a obtenu des fonds également traçables à des sources allemandes. De plus, Von Kühlmann fait allusion à l'inhabilité de Lénine d'élargir la base du parti bolchévique avant que les Allemands n'aient suppléé les fonds. Trotski était un menchévik qui ne tourna bolchévique qu'en 1917. Ceci suggère que les fonds allemands étaient peut-être liés à la condition que Trotski change de label politique.

Les documents Sisson

Au début de 1918, Edgar Sisson, le représentant à Petrograd du comité d'information publique états-unien acheta un certain nombre de documents russes qui étaient supposés prouver que Trotski, Lénine et les autres révolutionnaires bolchéviques étaient non seulement payés par le gouvernement allemand mais en étaient des agents.
Ces documents, plus tard appelés les "documents Sisson", furent envoyés aux États-Unis en toute hâte et secret. A Washington D.C, ils furent soumis à l'attention du comité national de service historique pour identification. Deux historiens influents, J. Franklin Jameson et Samuel N. Harper, certifièrent de leur authenticité. Ces historiens divisèrent les documents de Sisson en trois groupes. Concernant le premier groupe ils conclurent:
"Nous avons soumis avec grande attention ces documents à tous les tests possiblement applicables et auxquels les étudiants sont familiers… Sur la base de ces études, nous n'avons aucune hésitation à déclarer que nous ne voyons aucune raison de douter de l'authenticité de ces 53 documents."
Les historiens furent moins confiants quant au matériel du second groupe de documents. Ce groupe ne fut pas rejeté comme des faux, mais il fut suggéré qu'ils étaient des copies de documents originaux. Bien que les historiens firent "une déclaration de non confiance" sur le 3ème groupe, ils n'étaient pas prêts à déclarer qu'ils étaient des faux.
Les documents Sisson furent publiés par le comité d'information publique, dont le président était George Creel, un ancien contributeur du journal bolchévique "Masses". La presse américaine en général accepta ces documents comme étant authentiques avec pour seule exception notoire le *New York Evening Post,* propriété à l'époque de Thomas W. Lamont, un associé de la firme JP Morgan. Quand seulement quelques-uns furent publiés, le *Post* défia l'authenticité de tous les documents.
Nous savons aujourd'hui que les documents Sisson étaient des faux, seulement une ou deux des circulaires allemandes d'importance mineure étaient authentiques. Un simple examen des en-têtes de lettres suggère que les faussaires étaient des faussaires inhabituellement maladroits, peut-être travaillant pour le marché américain très naïf. Le texte de langue allemande était truffé de termes qui étaient à la limite du ridicule, par exemple: le mot "bureau" au lieu du mot allemand "Büro" ou "central" au lieu du mot allemand "zentral", etc…
Que les documents sont des faux est la conclusion de l'étude exhaustive de George Kennan et des études faites dans les années 1920 par le gouvernement britannique. Quelques documents étaient basés sur des informations réelles et comme l'observe Kennan, ceux qui les forgèrent eurent accès à des informations de première qualité. Par exemple les documents 1, 54, 61 et 67 mentionnent que la banque Nya Banken de Stockholm a servi de conduit pour les fonds destinés aux bolchéviques depuis l'Allemagne. Ce réseau a été confirmé par plusieurs sources très fiables. Les documents 54, 63 et 64 mentionnent Furstenberg comme étant l'intermédiaire bancaire entre les Allemands et les bolchéviques, le nom de Furstenberg apparaît dans d'autres documents authentiques. Le document de Sisson # 54 mentionne Olof Aschberg et celui-ci d'après sa propre déclaration était le "banquier bolchévique". Aschberg était le directeur de Nya Banken en 1917. D'autres documents dans les documents Sisson mentionnent une liste de noms et d'institutions, tels que la banque allemande Naphta-Industrial, la Disconto Gesellschaft et Max Warburg, le banquier de

Hambourg, mais des preuves plus tangibles ne sont pas au rendez-vous. De manière générale, les documents Sisson, bien qu'étant des faux, sont quoi qu'il en soit basés sur des informations exactes […]

La partie de bras de fer à Washington

[…] Le premier rapport des évènements du début Novembre atteignit Washington le 9 Décembre 1917. Ce rapport décrivit la nature peu intense de la révolution per se, mentionnait que le général William V. Judson avait fait une visite non autorisée à Trotski et rapporta la présence d'Allemands à Smolny, le QG soviétique.

Le 28 Novembre 1917, le président Woodrow Wilson ordonna la non interférence avec la révolution bolchévique. Cette instruction vint apparemment en réponse à une requête de l'ambassadeur Francis pour une conférence alliée à laquelle la Grande-Bretagne avait déjà dit oui. Le département d'état argumenta qu'une télé conférence n'était pas pratique. Il y eut de longues discussions à Paris entre les alliés et le colonel Edward M. House, qui en référa au président Wilson comme étant "de longues et fréquentes discussions au sujet de la Russie". De cette conférence, House dit que l'Angleterre "acquiesçait passivement", que la France "était indifféremment contre" et l'Italie "activement aussi". Woodrow Wilson approuva peu après un télégramme du secrétaire Robert Lansing qui donnait une assistance financière pour le mouvement Kaledin. Il y avait aussi des rumeurs que "les monarchistes travaillaient avec les bolchéviques…" que le gouvernement de Smolny était complètement sous contrôle de l'état-major allemand et d'autres rumeurs qui disaient que tout ou partie des bolchéviques étaient des américains." […]

[…] Le 20 Février 1918 l'ambassadeur Francis câbla à Washington pour rapporter que le gouvernement bolchévique approchait de sa fin. Deux semaines plus tard, le 7 Mars 1918, Arthur Bullard rapporta au Colonel House que de l'argent allemand maintenait à flot les bolchéviques et que cette subside était bien plus substantielle que pensée auparavant. Arthur Bullard (du comité d'information publique) argumentait: "Nous devons nous préparer à aider quelque gouvernement national honnête que ce soit. Mais hommes, argent ou équipement envoyés à ceux aux commandes actuellement seront utilisés contre les Russes tout autant que contre les Allemands." Ceci fut suivi par un autre message de Bullard au colonel House: "je ne conseille pas de donner une aide matérielle au gouvernement russe actuel; des éléments sinistres des soviets semblent gagner le contrôle."

Mais il y eut des contre-forces influentes qui œuvrèrent. Dès le 28 Novembre 1917. Le colonel House câbla au président Wilson depuis Paris qu'il pensait que c'était important que la presse américaine commence à commenter sur le fait que "la Russie devrait être traitée comme un ennemi", devrait être "supprimée". Le mois suivant, William Franklin Sands, secrétaire exécutif de l'American International Corporation sous contrôle de **JP Morgan** et un ami de Basil Miles, soumît un mémorandum qui décrivait Lénine et Trotski comme ayant les faveurs des masses et pressait les États-Unis de reconnaître la Russie soviétique. Même le socialiste américain Walling se plaignît auprès du département d'état à propos de l'attitude pro-soviet de George Creel (du comité américain d'information

publique), d'Herbert Swope et de William Boyce Thompson (de la banque de la réserve fédérale de New York).
Le 17 Décembre 1917, apparût dans un journal de Moscou une attaque sur le colonel Raymond Robins de la Croix Rouge et Thompson et qui insinuait un lien entre la révolution russe et des banquiers américains :
"… Pourquoi l'argent fut-il donné aux socialistes révolutionnaires et non pas aux démocrates constitutionnels ? On devrait pourtant supposer ceux-ci plus proches et plus chers aux cœurs des banquiers."
L'article continue à argumenter que cela était parce que le capital américain regardait la Russie comme un futur marché et voulait ainsi s'implanter solidement. L'argent fut donné aux révolutionnaires parce que les travailleurs et les paysans font confiance aux socialistes révolutionnaires. Au moment où l'argent arriva aux révolutionnaires, ceux-ci étaient alors au pouvoir et il était supposé qu'ils y resteraient pour un moment.
Un autre rapport datant du 12 Décembre 1917 en provenance de Raymond Robins, détaille "des négociations avec un groupe de banquiers américains de la mission de la Croix Rouge américaine". Les "négociations" avaient pour sujet le paiement de deux millions de dollars. Le 22 Janvier 1918, Robert L. Owen, le président du comité des changes du sénat américain et lié aux intérêts de Wall Street, envoya une lettre à Woodrow Wilson recommandant une reconnaissance de facto de la Russie soviétique par les États-Unis, la permission d'un envoi immédiat de produits qui étaient en demande de manière urgente là-bas, la nomination de représentants en Russie pour contrebalancer l'influence allemande et la création d'un groupe de service professionnel en Russie.
Cette approche fut aidée de manière consistante par Raymond Robis en Russie… D'après Robins, les bolchéviques voulaient l'assistance des États-Unis et une coopération commune avec la réorganisation des chemins de fer, parce que "par leur généreuse assistance et conseil technique à réorganiser le commerce et l'industrie, l'Amérique pourra entièrement exclure le commerce allemand pour le reste de la guerre."
En bref, le bras de fer à Washington était un reflet de la lutte entre d'un côté, la vieille ligne de la diplomatie (comme l'ambassadeur Francis) et les officiels de bas-étage des départements administratifs et de l'autre côté, des financiers comme Robins, Thompson et Sands avec des alliés comme Lansing et Miles au département d'état et le sénateur Owen au congrès.

Au cœur du Nouvel Ordre Mondial : Wall Street et la révolution bolchévique (Professeur Antony Sutton)… ~ 2ème Partie ~

https://resistance71.wordpress.com/2011/12/19/au-coeur-du-nouvel-ordre-mondial-wall-street-et-la-revolution-bolchevique-professeur-antony-sutton-2eme-partie/

Chapitre 4

Wall Street et la révolution mondiale

Avant la première guerre mondiale, la structure de la finance et des affaires des États-Unis était dominée par deux conglomérats: la Standard Oil des Rockefeller et le complexe industriel des Morgan, de la finance et des compagnies de transport. Les alliances de trust des Rockefeller et des Morgan ne dominaient pas seulement Wall Street, mais par le biais de dictatures inter-reliées, presque l'ensemble du tissu économique des États-Unis. Les intérêts des Rockefeller monopolisaient le pétrole et industries affiliées, contrôlaient le trust du cuivre, celui des fonderies et le trust gigantesque du tabac, en plus d'avoir quel qu'influence dans quelques propriétés des Morgan comme l'industrie de l'acier et quelques centaines d'autres petits trusts industriels, opérations de services publiques, chemins de fer, des institutions banquières. La National City Bank était la plus grande des banques influencée par la Standard Oil des Rockefeller, mais le contrôle financier s'étendait aux compagnies de Trust américaines (United States Trust Company) et la Hanover National Bank, ainsi que des compagnies d'assurance majeurs telle l'Equitable Life and Mutual de New York.

Les grandes entreprises des Morgan étaient dans l'acier, le transport et l'industrie électrique, qui incluait la General Electric, le trust du caoutchouc et les chemins de fer. Comme Rockefeller, Morgan contrôlait des corporations financières, la National Bank of Commerce, a Chase National Bank, New York Life Insurance et la Guaranty Trust Company. Les noms de Morgan et de la Guaranty Trust Company apparaissent beaucoup dans ce livre […]

[…] Les financiers américains associés avec ces groupes étaient impliqués dans le financement de révolution bien avant 1917. L'intervention de la firme légale de Wall Street Sullivan & Cromwell dans la controverse du canal de Panama est enregistrée dans les auditions du congrès en 1913 [...]

[…] Le plus bel exemple documenté de l'intervention de Wall Street dans une révolution est celui de l'opération d'un consortium de New York dans la révolution chinoise de 1912, menée par Sun Yat-Sen. Bien que les gains finaux du consortium demeurent incertains, l'intention et le rôle de ce groupe financier de New York est complètement documenté jusqu'aux versements d'argent, l'information sur les sociétés secrète chinoises impliquées, les listes de livraison de l'armement acheté. Le consortium de banquiers new-yorkais pour la révolution de Sun Yat-Sen incluait Charles B. Hill, un avocat de la firme Hunt, Hill & Betts. En 1912, la firme avait pour adresse 165 Broadway, New York, mais en 1917, elle déménagea au 120 Broadway (voir le chapitre 8 pour la haute signifiance de cette adresse…). Charles B. Hill était le directeur de plusieurs succursales de Westinghouse, incluant Bryant Electric, Perkins Electric Switch et Westinghouse Lamp, toutes affiliées avec Westinghouse Electric dont les bureaux de New York sont aussi au 120 Broadway. Charles R. Crane, organisateur de la Westinghouse en Russie, a eu un rôle connu dans la première et la seconde phase de la révolution bolchévique.

Le travail du consortium de 1910 en Chine est archivé dans la Laurence Boothe Papers de l'Institut Hoover. Ces papiers contiennent plus de 110 documents, incluant des lettres de Sun Yat-Sen pour et de ses soutiens américains. En retour de ce soutien

financier, Sun Yat-Sen promit au consortium Hill des concessions sur les chemins de fer, la banque et les affaires dans la nouvelle Chine révolutionnaire.
Un autre cas de révolution soutenue par les institutions financières de New York concerne celui de la révolution mexicaine de 1915-16 […]
[…] L'implication de Wall Street dans les raids frontaliers mexicains fut le sujet d'une lettre du 6 Octobre 1916 de Lincoln Steffens, un communiste américain au colonel House, aide personnel du président Woodrow Wilson:
"Mon cher colonel House,
Juste avant que je ne quitte New York lundi dernier, j'ai été assuré de manière convaincante que 'Wall Street' a procédé aux arrangements nécessaires pour qu'un raid supplémentaire de bandits mexicains ait lieu aux États-Unis; ce raid arrivera bien à point et sera si atroce qu'il fixera les élections… "
Une fois au pouvoir au Mexique le gouvernement Carranza acheta plus d'armes aux États-Unis. L'American Gun Company fut contractée pour envoyer 5 000 Mausers et une licence de transport fut donnée par le comité de commerce de guerre pour 15 000 fusils et 15 millions de cartouches…
Les raids de Pancho Villa et Carranza sur les États-Unis furent reportés par le New York Times comme étant la "révolution du Texas" (un genre de répétition générale pour la révolution bolchévique à venir) et furent faits conjointement par des Allemands et des bolchéviques. Le témoignage de John A. Walls, procureur de Brownsville, Texas, devant le comité Fall en 1919 amena une preuve documentée du lien entre les intérêts bolchéviques aux États-Unis, l'activité allemande et les forces de Carranza au Mexique. Conséquemment, le gouvernement Carranza, le premier au monde avec une constitution de style soviétique (qui fut écrite par des Trotskistes), était un gouvernement qui avait un soutien à Wall Street.
La révolution de Carranza n'aurait probablement pas pu réussir sans les munitions américaines et Carranza n'aurait pas pu rester longtemps au pouvoir s'il l'avait fait sans l'aide américaine.
Une intervention similaire dans la révolution bolchévique de 1917 en Russie tourne autour d'un intermédiaire et banquier suédois Olof Aschberg. De manière logique, l'histoire commence avec des emprunts tsaristes de la période prérévolutionnaire fait aux consortiums banquiers de Wall Street.

Les banquiers américains et les emprunts tsaristes

En Août 1914 l'Europe entra en guerre. Sous la loi internationale, les pays neutres (et les États-Unis furent neutres jusqu'en Avril 1917) ne pouvaient pas prêter de l'argent aux pays belligérants. Ceci était autant une question légale que de moralité […]
[…] Des documents des archives de département d'état démontrent que la National City Bank, contrôlée par les intérêts de Stillman et de Rockefeller et la Guaranty Trust, contrôlé par les intérêts Morgan, ont levé de concerts des prêts substantiels pour la Russie belligérante avant l'entrée en guerre des États-Unis et que ces prêts furent octroyés après que le département d'état fît remarquer à ces firmes que cette procédure était à l'encontre de la loi internationale. De plus, des négociations pour ces prêts furent entreprises au travers d'entités de communication gouvernementale sous le couvert du "chiffre vert" (encodage) de haut niveau du département d'état. Ci-dessous sont reproduits des extraits des câbles du département d'état qui feront foi de cette affaire.

(NdT : s'ensuit ici dans le livre, la reproduction de 5 correspondances du département d'état avec la Russie et les correspondants américains en Russie, en Suède et aux États-Unis)
[…] Clairement, les intérêts des Morgan-Rockefeller n'avaient aucune intention ni intérêt à rester dans la loi internationale. Il y a eu une intention évidente dans ces câbles de fournir des prêts aux belligérants. Il n'y a eu aucune hésitation de la part de ces firmes d'utiliser les moyens techniques du département d'état pour conduire leurs négociations. De plus, malgré sa protestation, le département d'état a permis aux messages d'être échangés. Finalement et de manière des plus intéressante pour la suite des évènements, Olof Aschberg, le banquier suédois, fut un participant et négociateur intermédiaire important dans les négociations faites au profit de Guaranty Trust. Intéressons-nous donc de plus près à cet Olof Aschberg.

Olof Ashberg à New York en 1916

Olof Aschberg, le "banquier bolchévique" (ou le "Bankier der Weltrevolution", comme il fut appelé dans la presse allemande), était le propriétaire de la Nya Banken, fondée en 1912 à Stockholm. Ses co-directeurs incluaient des membres importants des coopératives et des socialistes suédois, incluant G.W. Dahl, K.G. Rosling et C. Gerhard Magnusson. En 1918, Nya Banken fut placée sur la liste noire alliée à cause de ses opérations financières avec l'Allemagne. En réponse à sa mise sur la liste noire, Nya Banken changea son nom pour celui de Svensk Ekonomiebolaget. La banque demeura sous le contrôle d'Aschberg et était en grande partie toujours sa propriété. Son agent de Londres était la British Bank of North Commerce, dont le président était Earl Grey, un ancien associé de Cecil Rhodes. D'autres personnes dans le cercle intéressant des relations d'affaires d'Aschberg étaient Krassin, qui était jusque la révolution bolchévique (quand il changera de couleurs pour devenir un leader bolchévique pur et dur), le manager russe de Siemens-Schukert à Petrograd, Carl Furtenberg, ministre des finances dans le premier gouvernement bolchévique et Max May, vice-président en charge des opérations internationales pour la Guaranty Trust de New York. Olof Aschberg tenait Max May en si haute estime qu'une photo de May est incorporée dans le livre d'Aschberg.
A l'été 1916 Olof Aschberg était à New York représentant à la fois Nya Banken et Pierre Bark, le ministre des finances du tsar. La mission d'affaire primordiale d'Aschberg à New York, d'après le New York Times du 4 Août 1916, était de négocier un prêt de 50 millions de dollars pour la Russie avec un consortium banquier américain emmené par la National City Bank de Stillman. Cette affaire fut conclue le 5 Juin 1916, il en résulta un emprunt russe de 50 millions de dollars à New York à un taux d'intérêt de 7,5% par an, ce qui correspondait un crédit de 150 millions de roubles pour le consortium NCB en Russie. Le consortium new yorkais se retourna ensuite et émît des obligations à 6,5% en son nom propre sur la marché américain pour la somme de 50 millions de dollar. Ainsi la National City Bank (NCB) fit un bénéfice sur le prêt de 50 millions de dollars à la Russie et le mit sur le marché américain pour un autre bénéfice tout en obtenant un crédit de 150 millions de roubles dans sa succursale russe.
Pendant sa visite à New York au nom du gouvernement tsariste, Aschberg fit quelques commentaires prophétiques concernant le futur des États-Unis en Russie:
"L'ouverture au capital américain et à l'initiative américaine après la fin du tumulte sera nationale avec le réveil que la guerre a apporté. Il y a maintenant beaucoup

d'américains à Petrograd, des représentants de maisons d'affaires qui restent informés de la situation et dès que le changement s'opérera, un énorme commerce avec les États-Unis s'établira."

Olof Aschberg dans la révolution bolchévique

Alors que l'opération financière tsariste était émise à New York, Nya Banken et Olof Aschberg faisaient passer des fonds du gouvernement allemand aux révolutionnaires russes, ceux qui finiraient par mettre à bas le "comité Kerensky" et établiraient le régime bolchévique.

La preuve de la connexion intime d'Aschberg avec le financement de la révolution bolchévique provient de plusieurs sources, certaines meilleures que d'autres […]

[…] D'autres preuves proviennent du colonel B. V. Nikitine qui était responsable du contre-espionnage dans le gouvernement de Kerensky; ces sources consistent en 29 télégrammes transmis de Stockholm à Petrograd et vice versa, en rapport avec le financement des bolchéviques. Trois de ces télégrammes se réfèrent à des banques, les télégrammes 10 et 11 se réfèrent à Nya Banken et le télégramme 14 se réfère à la banque russo-asiatique de Petrograd. Le télégramme 10 lit:

"Gisa Furstenberg Saltsjobaden. Peu de fonds, peux pas assister, si vraiment urgent donner 500, dernier paiement marque de grosses pertes pas d'espoir pour l'original, instruire Nya Banken pour câbler 100 mille de plus Sumenson."

Le télégramme 11: "Kozlovsky Sergievskaya 81. Premières lettres reçues Nya Banken a télégraphié câble dont Soloman offrant l'agence télégraphique réfère à Bronck Savelievich Avilov." […]

[…] Une autre mention de Nya Vanken se trouve dans "Les accusations contre les bolchéviques" qui furent publiées dans la période Kerensky. Dans ces documents se trouve une pièce signée par Gregory Alexinsky, un ancien membre de la Douma, qui fait référence aux transferts de fonds aux bolchéviques. Le document dit en partie ceci:

"En accord avec l'information juste reçue, ces personnes de confiance à Stockholm étaient: the bolchévique Jacob Furstenberg, plus connu sous le nom de 'Hanecki' (Ganetskii) et Parvus (Dr. Helphand); à Petrograd: l'avocat bolchévique M.U. Kozlovsky, une femme de la famille de Hanecki, Sumenson, engagé dans la spéculation avec Hanecki et d'autres. Kozlovsky est le receveur en chef de l'argent allemand, qui est transféré depuis Berlin par la Disconto-Gesellschaft à 'Via Bank' de Stockholm et ensuite à la banque de Sibérie à Petrograd, où son compte en banque en ce moment est couvert à hauteur de plus de 2 millions de roubles. La censure militaire a dévoilé un échange de télégrammes ininterrompu d'une nature politique et financière entre les agents allemands et les leaders bolchéviques (Stockholm-Petrograd)." […]

Nya Banken et la Guaranty Trust rejoignent Ruskom Bank

Plusieurs années plus tard, à l'automne 1922, les soviétiques formèrent leur propre banque internationale. Elle était fondée sur un consortium qui impliquait les anciens banquiers privés russes et de nouveaux investissements venant de banquiers d'Allemagne, de Suède, des États-Unis, et du Royaume-Uni. Connus sous le nom de RuskomBank (banque du commerce extérieur), elle était dirigée par Olof Aschberg, son comité directeur consistait en des banquiers privés tsaristes, des représentants allemands, suédois, des banques américaines et bien sûr de représentants de l'URSS.

La légation américaine de Stockholm rapporta de ceci à Washington et nota dans une référence à Aschberg que “sa réputation est piètre”…
Le consortium banquier étranger de la RuskomBank représentait essentiellement du capital britannique […]
[..] Le building de l’ancienne banque de Sibérie à Petrograd fut utilisé comme QG de la RuskomBank dont les objectifs étaient de lever des emprunts à court-terme dans des pays étrangers, d’introduire le capital étranger en URSS et de manière générale faciliter le commerce russe avec l’étranger. Elle ouvrit le 1er Décembre 1922 à Moscou et employait environ 300 personnes.
En Suède la RuskomBank était représentée par la Svenska Ekonomibolaget de Stockholm, la banque Nya Banken d’Aschberg sous un nouveau nom et en Allemagne par la Garantie und Creditbank für Den Osten de Berlin. Aux États-Unis, la banque était représentée par la Guaranty Trust de New York (JP Morgan). En ouvrant la banque, Aschberg commenta:
“La nouvelle banque s’occupera de l’achat de machinerie, de matière première d’Angleterre et des États-Unis et donnera des garanties pour la réalisation des contrats. La question d’achats en Suède n’est pas encore survenue, mais on peut espérer que ce sera le cas par la suite.” […]
[…] Finalement au début de 1924 la banque russe de commerce (RuskomBank) fusionna avec le commissariat soviétique du commerce extérieur et Olof Aschberg fut démit de ses fonctions à la banque sous l’accusation d’avoir mal utilisé les fonds de la banque… RuskomBank devnt ensuite Vneshtorg, nom par lequel elle est connues aujourd’hui (NdT : en 1974).
Nous devons maintenant revenir en arrière et regarder les activités de l’associé d’Aschberg à New York, la Guaranty Trust Company pendant la première guerre mondiale pour établir les fondations de l’examen de son rôle dans l’ère révolutionnaire russe.

La Guaranty Trust et l’espionnage allemand aux États-Unis dans la période 1914-1917

Pendant la première guerre mondiale l’Allemagne leva des fonds considérables à New York à des fins d’espionnage et d’opérations clandestines en Amérique du Nord et du Sud. Il est important de noter le flot de ces fonds car cela provient des mêmes firmes: la Guaranty Trust et l’American International Corporation, qui furent impliquées dans la révolution bolchévique et la suite. Sans également mentionner (souligné dans le chapitre 3) le fait que le gouvernement allemand finança les activités révolutionnaires de Lénine [...]
[…] Les emprunts majeurs allemands levés aux États-Unis entre 1915 et 1918, d’après Heynen (un homme d’affaire allemand impliqué dans des opérations clandestines aux États-Unis), étaient comme suit:
Le premier emprunt de 400 000 US$ fut fait en Septembre 1914 par les banquiers d’investissement Kuhn, Loeb & Co. 25 millions de Reichsmark furent déposés avec Max Warburg à Hambourg, l’affilié allemand de Kuhn, Loeb & Co. Le capitaine George B. Lester du renseignement militaire américain dit au sénat que la réponse de Heynen à la question: “Pourquoi avez-vous utilisé Kuhn, Loeb & Co. ?” fut: “Kuhn, Loeb & Co était considéré comme les banquiers naturels du gouvernement allemand et de la Reichsbank”.

Le second emprunt de 1,3 millions de dollars ne provint pas directement des États-Unis mais fut négocié par John Simon, un agent de la Suedeutsche Disconto-Gesellschaft afin de sécuriser les fonds pour faire des livraisons en Allemagne.
Le troisième emprunt provint de la Chase National Bank (du groupe Morgan) pour le montant de 3 millions de dollars; le quatrième emprunt fut de 1 million de dollars de la part de Mechanics and Metals National Bank. Ces emprunts ont financé les activités d'espionnage allemand aux États-Unis et au Mexique. Une partie de ces fonds fut tracée jusque Sommerfeld, qui était un conseiller de von Rintelen (un autre agent de l'espionnage allemand) et qui fut plus tard associé avec Hjalmar Schacht et Emil Wittenberg. Sommerfeld acheta des munitions pour l'usage au Mexique. I avait un compte à la Guaranty Trust et de ce compte furent effectués les paiements à Western Cartridge Co d'Alton dans l'Illinois pour des munitions qui furent envoyées à El Paso pour l'utilisation des bandits de Pancho Villa. Environ 400 000 US$ furent dépensés en munitions, propagande mexicaine et autres activités.
L'ambassadeur allemand d'alors, le comte Von Bernstorff se rappela de son amitié avec Adolf Von Pavenstedt, un associé d'Amsinck & Co., qui était contrôlée et possédée en Novembre 1917 par l'American International Corporation. Celle-ci figure bien plus dans les chapitres suivants avec son comité directeur où figuraient de grands noms de Wall Street tels: Rockefeller, Kahn, Stillman, Du Pont, Winthrop, etc. Von Pavenstedt était "intimement lié avec tous les membres de l'ambassade. Von Bernstorff regardait lui-même Von Pavenstedt comme un des plus respectés "si pas la personnalité de l'empire allemand la plus respectée à New York". De fait, Von Pavenstedt fut "pendant des années, le chef payeur du système d'espionnage allemand aux États-Unis". En d'autres termes, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'Armsick & Co, sous contrôle d'American International Corporation, était intimement associée avec le financement des activités d'espionnage de guerre allemandes aux États-Unis […]
[…] Paul Bolo-Pasha, un autre agent de l'espionnage allemand et important financier français auparavant au service du gouvernement allemand, arriva à New York en Mars 1916 avec une lettre d'introduction pour Von Pavenstedt. Par son intromission, Bolo-Pasah rencontra Hugo Schmidt, directeur de la Deutsche Bank à Berlin et ses représentants aux États-Unis. Un des projets de Bolo-Pasha fut d'acheter des journaux étrangers afin de pervertir leurs éditoriaux et de la biaiser en faveur de l'Allemagne. Les fonds de ce programme furent arrangés à Berlin sous la forme de crédit avec la Guaranty Trust Company, les crédits étant ensuite mis à la disposition d'Amsinck & co et Adolf Von Pavanstedt, qui a son tour mit les fonds à disposition de Bolo-Pasha.

En d'autres termes, à la fois la Guaranty Trust Company et Amsinck & co, une succursale d'American International Corporation, étaient directement impliquées dans les activités d'espionnage allemand et autres activités aux États-Unis […]

Les liens de la Guaranty Trust-Minotto-Caillaux

Le conte Jacques Minotto est un lien plus qu'improbable et pourtant vérifiable et persistant qui relie la révolution bolchévique en Russie avec les banques allemandes, l'espionnage allemand aux États-Unis durant la première guerre mondiale, la Guaranty

Trust de New York, la révolution française bolchévique avortée et les procès reliés pour espionnage Caillaux-Malvy en France.
Jacques Minotto est né le 17 Février 1891 à Berlin, fils d'un père autrichien descendant de la noblesse italienne et d'une mère allemande. Il fut éduqué à Berlin et entra au service la Deutsche Bank en 1912. Presqu'immédiatement, Minotto fut envoyé aux États-Unis comme assistant d'Hugo Schmidt, le directeur adjoint de la Deutsche Bank et représentant de la banque à New York. Après un an à New York, Minotto fut envoyé à la Deutsche Bank de Londres où il circula dans des milieux politiques et diplomatiques importants. Il retourna aux États-Unis à la déclaration de guerre en Europe où il se mit en rapport avec l'ambassadeur allemand le conte Von Bernstorff, après quoi il entra au service de la Guaranty Trust de New York. Là, il fut sous les ordres directs de Max May, directeur de département extérieur et associé du banquier suédois Olof Aschberg; Minotto n'était pas un petit employé de banque. Les interrogatoires des procès Caillaux à Paris établirent que Minotto travaillait directement pour Max May. Le 25 Octobre 1014, la Guaranty Trust envoya Minotto en Amérique du sud pour y faire un rapport sur la situation politique, financière et commerciale. De la même manière qu'à Londres, Washington et New York, il évolua dans les plus hautes sphères politiques et diplomatiques. Un des buts de la mission de Minotto en Amérique du sud était d'établir un mécanisme par lequel la Guaranty Trust pourrait être utilisée comme un intermédiaire pour la levée de fonds préalablement mentionnée sur le marché monétaire londonien, qui fut ensuite refusée à l'Allemagne pour cause de guerre mondiale […]
[…] Joseph Caillaux était un politicien français connu, voire célèbre. Il était aussi associé avec le conte Minotto dans l'entreprise financière en Amérique latine pour le compte de la Guaranty Trust et fut ensuite impliqué dans une célèbre affaire d'espionnage française en 1919, qui avait une connexion bolchévique. En 1911, Caillaux devînt ministre des finances puis président du conseil. Jean Louis Malvy devînt sous-secrétaire d'état du gouvernement Caillaux […]
[…] En Juillet 1915, le comte Minotto arriva d'Italie, rencontra le couple Caillaux; la même année ceux-ci visitèrent Bolo-Pasha toujours à Biarritz. En d'autres termes, en 1915 et 1916, les Caillaux établirent une relation sociale continue avec le comte Minotto et Bolo-Pasha, tous deux étant des agents du réseau d'espionnage allemand aux États-Unis.
La mission de Bolo-Pasha en France était de faire gagner de l'influence pour l'Allemagne au moyen des journaux parisiens du *Temps* et du *Figaro*. Bolo-Pasha vint ensuite à New-York le 24 Février 1916. Il y négocia un emprunt de 2 millions de dollars et là il fut associé avec Von Pavenstedt, l'agent allemand important au sein d'Amsinck & Co. Severance Johnson, dans son ouvrage "The Ennemy Within", a connecté Caillaux et Malvy avec la révolution bolchévique française avortée en 1918 et dit que si la révolution avait été un succès, "Malvy en aurait été le Trotski et Caillaux son Lénine". Caillaux et Malvy avaient formé un parti socialiste radical en France, utilisant des fonds allemands et ils furent jugés pour leurs activités subversives. Les interrogatoires de la cour de justice dans les procès français d'espionnage introduisent un témoignage concernant les banquiers new yorkais et leur relation avec ces agents de l'espionnage allemands. Ils établissent de plus les liens entre le comte Minotto et Caillaux, ainsi que la relation entre la Guaranty Trust compagny et le Deutsche Bank ainsi que la coopération entre Hugo Schmidt de la Deutsche Bank et Max May de la

Guranty Trust Company. La transcription de l'interrogatoire français établit en page 940, un extrait de la déposition du comte Minotto à New York (page 10 et retraduit du français):
Question: Sous les ordres de qui étiez-vous à la Guaranty Trust?
Réponse: Sous les ordres de Mr. Max May
Question: Etait-il un vice-président ?
Réponse: Il était vice-président et directeur du département des relations étrangères
Plus tard en 1922, Max May devint le directeur de la banque soviétique RuskomBank et représenta les intérêts de la Guaranty Trust dans cette banque. L'interrogatoire français établit que le conte Minotto, un agent de l'espionnage allemand, était employé à la Guaranty Trust Company; que Max May était son supérieur direct et que Max May était aussi intimement associé avec le banquier bolchévique Olof Aschberg. En bref donc, Max May de la Guaranty Trust était lié à des levées de fonds illégales et à l'espionnage allemand aux États-Unis durant la première guerre mondiale; il était lié indirectement à la révolution bolchévique et directement à la création de RuskomBank, la première banque internationale de l'Union Soviétique.
Il est trop tôt pour tenter une explication pour activité internationale en apparence inconsistante, illégale et parfois immorale. Il y a deux explications possibles: la première serait une recherche du profit qui ne connaît ni bornes ni limites de temps; la seconde, qui est en accord avec les mots de Kahn de Kuhn, Loeb & Co et de l'American International Corporation, à savoir la réalisation des buts socialistes, buts qui "devraient et doivent être menés à bien" par des moyens non-socialistes.

Chapitre 5

La mission de la Croix Rouge américaine en Russie, 1917

"Pauvre Mr Billings qui croyait être en charge d'une mission scientifique pour l'aide de la Russie… Il n'était en réalité rien d'autre qu'un masque. La réalisation de la mission de la Croix Rouge n'était rien d'autre qu'un masque."
**Cornelius Kelleher, assistant de William Boyce Thompson ("Russia Leaves the War", George F. Kennan)*
Le projet de Wall Street en Russie en 1917 utilisa la mission de la Croix Rouge (NdT : ci-après désignée par ses initiales "CR") comme son véhicule opérationnel. La Guaranty Trust et la National City Bank avaient toutes deux des représentants en Russie au moment de la révolution. Frederick M. Corse de la National City Bank succursale de Petrograd, était attaché à la mission de la CR américaine de laquelle beaucoup sera dit par la suite. La Guaranty Trust était représentée par Henry Crosby Emery. Emery fut détenu brièvement par les Allemands en 1918, puis fut envoyé représenté la Guaranty Trust en Chine.
[…] Durant la première guerre mondiale, la CR dépendait lourdement de Wall Street, et plus spécifiquement de la firme Morgan.
En échange de financement, Wall Street demanda le conseil de guerre de la CR et sur les recommandations de Cleveland H. Dodge, un des financiers qui soutenait Woodrow Wilson, Henry P. Davidson, un partenaire de J.P. Morgan, en devint le chairman. La liste des administrateurs de la CR prit alors tournure d'un directoire des directeurs de New York: John D. Ryan, président d'Anaconda Cuivre, George W. Hill, président de l'American Tobacco Company, Grayson M.P. Murphy, vice-président de la Guaranty Trust Company et Ivy Lee, expert en relations publiques pour les

Rockefeller. Harry Hopkins, qui devint célèbre plus tard sous le président Roosevelt, devint assistant au manageur général de la CR à Washington D.C.
La question d'une mission de la CR en Russie vint devant le troisième meeting de ce conseil de guerre de la CR reconstitué; cette réunion eu lieu dans le bâtiment de la CR à Washington DC le 20 Mai 1917 à 11 heures du matin. Le président Davison fut délégué pour explorer l'idée avec Alexander Legge de l'International Harvester Company. Celle-ci subséquemment fournît 200 000 US$ pour financer la mission en Russie […]

La mission de la Croix Rouge américaine en Russie, 1917

En Août 1917, la mission de la CR américaine en Russie n'avait qu'une relation nominale avec la CR américaine et elle a certainement été la mission la plus inhabituelle de toute l'histoire des missions de la CR. Toutes les dépenses, incluant jusqu'aux uniformes (les membres de la mission étaient des colonels, des commandants, des capitaines ou des lieutenants), étaient payées de la poche de **William Boyce Thompson** […]

[…] La mission comprenant seulement 24 membres (et non pas 40), ayant les grades de lieutenant jusqu'à lieutenant-colonel et était complémentée par trois aide de camps, deux photographes / cinéastes et de deux interprètes sans grades. Seulement cinq sur les 24 personnes étaient médecins, il y avait en plus 2 assistants en recherche médicale. La mission arriva en train à Petrograd par la Sibérie en Août 1917. Les cinq médecins et assistants restèrent un mois et repartirent aux États-Unis le 11 Septembre 1917. Le Dr. Frank Billings, chef de mission et professeur à la faculté de médecine de l'université de Chicago fut dégoûté des activités politiques de la majorité de la mission […]
[…] La majorité des membres de la mission, comme indiqué sur la table ci-dessous, était composée d'avocats, de financiers et de leurs assistants, du district financier de New York (Wall Street). La mission était financée par **William B. Thompson**, décrit sur la circulaire officielle de la CR comme étant le "Commissaire et gérant d'affaires; directeur de la banque fédérale américaine de New York". **Thompson** emmena avec lui Cornelius Kelleher, décrit comme un attaché de mission mais en fait le secrétaire de Thompson avec la même adresse, 14 Wall Street, New York city. La publicité pour la mission était gérée par Henry S. Brown, de la même adresse […]

Liste des membres de la mission de la CR américaine en Russie, 1917

Membres de la communauté financière de Wall Street et leur affiliation (16) :

- Andrews de Liggett & Myers Tobacco
- Barr de la Chase National Bank
- Brown assistant de William B. Thompson
- Cochran de McCann Co.
- Kelleher secrétaire de William B. Thompson
- Nicholson de Swirl & Co

- Pirnie de Hazen, Whipple & Fuller
- Redfield de Stetson, Jennings & Russell
- Robins promoteur minier
- Swift de Swift and Co.
- Thacher de Simpson, Thacher & Bartlett
- Thompson de la banque de la réserve fédérale de New York
- Wardwell de Stetson, Jennings & Russell
- Whipple de Hazen, Whipple & Fuller
- Corse de la National City Bank
- Magnuson, recommandé par un agent confidentiel du colonel Thompson

Médecins, corps médical (8):

- Billings (Médecin)
- Grow (médecin)
- McCarthy (médecin, recherche médicale)
- Post (médecin)
- Sherman (chimie alimentaire)
- Thayer (médecin)
- Wightman (profession médicale)
- Winslow (hygiène)

Assistants, aides-de camp, interprètes, etc (7):

- Brooks (assistant)
- Clark (assistant)
- Rocchia (assistant)
- Travis (cinéaste)
- Wyckoff (cinéaste)
- Hardy (justice)
- Horn (transport)

[…] La mission de la CR américaine en Russie (ou plutôt devrions-nous l'appeler la mission de Wall Street en Russie…) employait également trois interprètes russo-anglais: le capitaine Ilovaisky, un bolchévique russe, Boris reinstein, un russo-américain, plus tard secrétaire de Lénine et le chef du bureau Karl Radek pour la propagande internationale révolutionnaire, qui employait aussi John Reed et Albert Thys Williams ainsi que Alexander Gumberg (alias Berg, de son vrai nom Michael Gruzenberg), qui était un frère de Zorin, un ministre bolchévique. Grumberg fut aussi l'agent en chef bolchévique en Scandinavie. Il devint ensuite un assistant confidentiel de Floyd Odlum de l'Atlas Corporation aux États-Unis ainsi qu'un conseiller de Reeve Schley, un des vice-présidents de la Chase Bank […]

[…] Voilà ce que fut la mission de la CR américaine en Russie en 1917.

La mission de la CR américaine en Roumanie

En 1917, la CR américaine envoya également une mission d'assistance médicale en Roumanie alors combattant les puissances centrales en tant qu'alliée de la Russie. Une comparaison de la mission de la CR envoyée en Russie et celle envoyée en Roumanie suggère que la mission basée à Petrograd n'avait que très peu de connexion avec une quelconque assistance médicale. Par opposition, la mission envoyée en Roumanie porta haut les principes de la CR sur l'humanité et la neutralité, alors que la mission de Petrograd abusa des deux de manière flagrante […]

Comparaison des personnels des deux missions de la CR en Russie et Roumanie, 1917

Personnel médical (médecins et chirurgiens):
Russie 7, Roumanie 16
Assistants médicaux et infirmier(e)s:
Russie 7, Roumanie 10
Avocats et hommes d'affaires:
Russie 15, Roumanie 4
(Sources: American Red Cross, Washington D.C et archives du département d'état de l'ambassade de Petrograd, 1917)
La mission de la CR en Roumanie resta en poste à Jassy pour le reste de l'année 1917 et en 1918. Le personnel médical de la mission russe, les sept médecins, quittèrent la mission dégoûtés en Août 1917, protestèrent contre les activités politiques du colonel Thompson et retournèrent aux États-Unis. Ainsi, lorsqu'en Septembre 1917 la mission de la CR en Roumanie demanda à la mission de Petrograd que les médecins et infirmiers viennent aider dans la crise roumaine montante, il n'y avait plus de médecins ni d'infirmiers dans la mission en Russie à envoyer en renfort en Roumanie.
Alors que la quasi-totalité du temps de la mission en Russie était occupée à des manœuvres politiques, la mission roumaine, elle, se jeta corps et âmes dans le travail d'aide médicale dès qu'elle arriva à pied d'œuvre […]

Thompson et la Russie de Kerensky

Que faisait donc la mission de la CR en Russie ? Thompson acquit vite une réputation de vie opulente à Petrograd, mais il ne se consacra apparemment qu'à deux projets majeurs dans la Russie de Kerensky: le soutien du programme de propagande américain et le soutien pour le prêt russe pour la liberté. Peu de temps après être arrivé à Petrograd, Thompson rencontra Mme Breshko-Breshkovskaya et David Soskice, le secrétaire de Kerensky et fut d'accord pour contribuer à hauteur de 2 millions de dollars à un comité d'éducation populaire afin qu'il puisse "avoir son propre média et engager du personnel pour donner des cours au moyen d'illustrations cinématographiques", ceci fut un but de propagande pour convaincre la Russie de continuer la guerre contre l'Allemagne […]

Thompson donne 1 million de dollars aux bolchéviques

Ce qui a une signifiance historique plus importante néanmoins fut le soutien financier donné aux bolchéviques d'abord par Thompson, puis après le 4 décembre 1917, par Raymond Robins.
La contribution de Thompson à la cause bolchévique fut enregistrée dans la presse américaine de l'époque. Le *Washington Post* du 2 Février 1918, se fendit de ces quelques paragraphes:
Donne un million aux bolcheviks
William B. Thompson qui fut à Petrograd de Juillet à Novembre dernier, a fait une contribution personnelle d'un million de dollars aux bolchéviques avec pour but de disséminer leur doctrine en Allemagne et en Autriche.
Mr Thompson a eu une opportunité d'étudier les conditions en Russie en tant que chef de mission pour la Croix Rouge américaine, dont les dépenses furent aussi grandement couvertes par ses dons personnels. Il pense que les bolchéviques

constituent la plus grande puissance contre le germanisme en Russie et que leur propagande a eu des effets néfastes sur les régimes militaires de l'empire germanique. Mr Thompson s'élève contre la critique américaine des bolcheviques. Il pense qu'ils ont été mal représentés et il a fait cette contribution personnelle à la cause avec la croyance que cela est de l'argent bien dépensé pour le futur de la Russie aussi bien que pour celui des alliés.

La biographie d'Hermann Hagedorn "*Le magnat: William Boyce Thompson et son temps (1869-1930)",* reproduit un câble de JP Morgan New York à W.B. Thompson, Croix Rouge américaine, Hôtel Europe, Petrograd. Le câble est estampillé d'une date de réception – 8 Dek 1917 pour 8 Décembre 1917 et lit:

"Second câble reçu. Avons payé National City Bank un million de dollars suivant les instructions – Morgan"

La succursale de la National City Bank de Petrograd fut exempte du décret de nationalisation des bolchéviques; en fait, elle fut la seule banque domestique ou étrangère qui fut exemptée du décret. Hagedorn dit que ce million de dollars payé sur le compte de la NCB de Thompson fut utilisé "pour des buts politiques".

Le promoteur minier socialiste Raymond Robins

William B. Thompson quitta la Russie début Décembre 1917 et retourna à la maison. Il voyagea par Londres, où, en compagnie de Thomas Lamont de la firme JP Morgan, il rendît visite au premier ministre britannique Lloyd George. Son adjoint, Raymond Robins fut laissé en charge de la mission de la CR américaine en Russie […]

[…] Il y a beaucoup de preuves, incluant les déclarations de Robins lui-même, que ses atours sociaux réformistes étaient juste une couverture pour toujours plus d'acquisition de pouvoir et de richesse… Il pensait que la reconnaissance américaine du pouvoir bolchévique se faisait trop attendre, qu'elle aurait dû être immédiate et qui si les États-Unis avaient reconnus tout de suite les bolchéviques, "je pense que nous serions maintenant en contrôle des ressources en surplus de la Russie et que nous aurions des officiers de contrôle sur tous les points de la frontière."

Ce désir de "gagner le contrôle des ressources en surplus de la Russie" était aussi évident pour les Russes. Cela semble-t-il être un réformateur social de la Croix Rouge américaine ou un promoteur minier de Wall Street engagé dans un exercice pratique d'impérialisme ? […]

La Croix Rouge Internationale et la révolution

Fait inconnu de ses administrateurs, la CR a été utilisée de temps en temps comme véhicule ou comme couverture pour des activités révolutionnaires […]

[…] En résumé, l'image que nous avons maintenant de la mission de la CR américaine en Russie en 1917 est vient loin de celle d'un humanitarisme neutre. Cette mission fut en fait la mission des financiers de Wall Street pour influencer et paver le chemin pour le contrôle, à travers soit de Kerensky ou des révolutionnaires bolchéviques, du marché et des ressources russes. Il n'y a pas d'autre explication possible quant aux actions de cette mission. Quoi qu'il en soit, ni Thompson, ni Robins n'étaient des bolchéviques. Ils n'étaient même pas des socialistes consistants. L'auteur est enclin à interpréter que les atours socialistes de chacun de ces hommes n'étaient qu'une couverture pour des objectifs plus prosaïques. Chacun de ces hommes avait des arrière-pensées commerciales, à savoir, pensait utiliser le processus politique en Russie pour gagner plus financièrement. Que le peuple russe désirait ou non les

bolchéviques n'avait aucune espèce d'importance. Que le régime bolchévique agisse par la suite contre les États-Unis, comme il l'a fait par la suite, n'avait que peu d'intérêt également. Le seul objectif majeur et sur-important était le gain en influence politique et économique avec le nouveau régime, quel que soit son idéologie. Si William Boyce Thompson avait agi seul, alors le fait qu'il ait été le directeur de la banque fédérale de New York n'aurait que peu d'intérêt. Quoi qu'il en soit, le fait que cette mission était dominée par des représentants des institutions de Wall Street lève une question très sérieuse: en effet, cette mission était-elle planifiée, préméditée par un consortium de Wall Street ? Le lecteur pourra juger par lui-même alors que le reste de l'histoire se dévoile.

Chapitre 6

Consolidation et exportation de la révolution

"Le grand livre de Marx Das Kapital est à la fois un monument de réflexion et un entrepôt de faits."
(Lord Milner, membre du cabinet de guerre britannique, 1917 et directeur de la London Joint Stock Bank)

William Boyle Thompson est un nom inconnu de l'histoire du XXème siècle et pourtant il a joué un rôle crucial dans la révolution bolchévique. En fait, si Thompson n'avait pas été en Russie en 1917, une histoire bien différente aurait pu se dérouler et suivre un cours tout aussi différent. Sans l'assistance financière, mais surtout diplomatique et propagandiste donnée à Trotski et Lénine par Thompson, Robins et leurs associés de New York, les bolchéviques auraient tout aussi bien pu s'estomper et la Russie aurait pu être impliquée dans une société socialiste mais constitutionnelle.

Qui fut William Boyce Thompson ? Thompson était un promoteur du marché boursier minier, un des meilleurs dans la catégorie des affaires à haut risque. Avant la première guerre mondiale, il gérait le portefeuille et les opérations boursières pour les intérêts du cuivre Guggenheim… Il était aussi le manageur du consortium Kennecott, une autre opération financière de Guggenheim évaluée à 200 millions de dollars […]

[…] Une faculté extraordinaire pour lever du capital pour les promotions d'affaires minières à risques valut à Thompson fortune personnelle et des rôles de direction à la Inspiration Consolidated Copper Company, la Nevada Consolidates Copper Company et Utah Copper Company, toutes de grandes productrices américaines de cuivre. Le cuivre bien entendu étant un élément fondamental dans la fabrication de munition… Thompson était aussi le directeur de Chicago Rock Island & Pacific Railroad, de Magma Arizona Railroad (NdT : railroad voulant dire chemins de fer) et de la Metropolitan Life Insurance Company. Ce qui est le plus intéressant pour cet ouvrage et son sujet est que Thompson fut "un des plus lourds actionnaires de la Chase Bank, qui poussa Thompson pour un poste au sein du système de la réserve fédérale et en 1914, Thompson devint le premier directeur à temps plein de la banque de la réserve fédérale de New York, la banque la plus importante de tout le système de la réserve fédérale… Cette même personne devint d'abord un ardent supporteur de Kerensky, puis un ardent supporteur des bolchéviques…

Avant de quitter la Russie au début de Décembre 1917, Thompson légua la direction de la mission de la CR américaine en Russie à son assistant Raymond Robins. Celui-ci organisa ensuite les révolutionnaires russes afin qu'ils réalisent le plan de Thompson

de divulguer la propagande bolchévique à travers l'Europe (voir Appendix 3 dans le livre).
Un document du gouvernement français confirme ceci: "Il apparaît que le colonel Robins a été capable d'envoyer une mission subversive de bolchéviques russes en Allemagne afin de commencer une révolution là-bas." Cette mission mena à la révolte avortée spartakiste allemande de 1918 […]

Une entrevue avec Lloyd George

Les documents du cabinet de guerre britannique sont maintenant dans le domaine public et archivent l'argument avec lequel Thompson put convaincre le gouvernement britannique d'une politique pro-bolchévique.
Le premier ministre britannique était Lloyd George […]
[…] En 1970, le livre de Donald McComick "Le masque de Merlin", leva le voile du secret. McCormick démontre qu'en 1917, David Lloyd George avait trop trempé dans "les intrications des intrigues de l'armement mondial pour être un agent libre" et était inféodé à Sir Basil Zaharoff, un vendeur d'armes de réputation internationale, dont la fortune considérable provenait du fait d'avoir vendu des armes aux deux côtés de la belligérance dans plusieurs conflits. Zaharoff possédait un énorme pouvoir de derrière le rideau et, d'après McCormick, était consulté en matière de politique guerrière par les leaders alliés. Plus d'une fois, rapporte McCormick, Woodrow Wilson, Lloyd George et Georges Clémenceau se rencontrèrent dans la maison de Paris de Zaharoff. McCormick note que "les chefs d'état alliés étaient obligés de le consulter avant de planifier une grande offensive". Les services de renseignement britanniques, d'après McCormick, "découvrirent des documents qui incriminaient des serviteurs de la couronne comme des agents de Sir Basil Zaharoff et ce au sus de Lloyd George." En 1917, Zaharoff fut lié avec les bolchéviques et chercha à empêcher les antibolchéviques d'obtenir leurs munitions et était déjà intervenu en faveur des bolchéviques à la fois à Londres et à Paris.
Fin 1917 donc, à l'époque où Lamont et Thompson arrivèrent à Londres, le premier ministre Lloyd George était endetté auprès des puissants intérêts de l'armement international, intérêts qui étaient les alliés des bolchéviques et qui leurs donnaient uns assistance afin de prolonger leur temps au pouvoir en Russie. Le premier ministre britannique qui rencontra William Thompson en 1917 n'était pas encore un agent libre; Lord Milner était l'homme de l'ombre et, comme la citation en début de ce chapitre le suggère, penchait favorablement en faveur du socialisme et de Karl Marx […]

Les intentions et objectifs de Thompson

Pourquoi est-ce qu'un financier important de Wall Street et directeur de la banque de la réserve fédérale voudrait organiser et assister des révolutionnaires bolchéviques ? Pourquoi non pas un mais plusieurs associés de Morgan travailleraient-ils de concert pour encourager à la formation d'une "armée de volontaires révolutionnaires" soviétique, une armée dédiée de manière supposée, au renversement de Wall Street, incluant Thompson, Thomas Lamont, Dwight Morrow, la firme Morgan et leurs associés ?
Thompson au moins était franc au sujet de ses objectifs en Russie: il voulait garder la Russie en guerre contre l'Allemagne (même s'il plaida devant le cabinet de guerre britannique que la Russie était hors de la guerre de toute façon) et de garder la Russie comme un marché pour les entreprises américaines dans la période de l'après-guerre.

Le mémorandum de Thompson à Lloyd George de Décembre1917 décrit parfaitement ces objectifs […]
[…] Thompson était un financier, un promoteur et bien que sans intérêt préalable avec la Russie, il finança personnellement la mission de la CR en Russie et utilisa la mission comme un véhicule pour des manœuvres politiques. De la vision d'ensemble de l'affaire, nous pouvons déduire que les motifs de Thompson étaient essentiellement financiers et commerciaux. De manière spécifique, Thompson était au plus intéressé par le marché russe, et comment ce marché pouvait-être influencé, diverti et capturé pour une exploitation post-guerre par le ou les consortiums de Wall Street. Thompson voyait certainement l'Allemagne comme un ennemi, mais moins un ennemi politique qu'un ennemi économique ou commercial. L'industrie et la banque allemandes étaient les vrais ennemis. Pour contrecarrer l'Allemagne, Thompson était prêt à mettre de l'argent sur tout véhicule politique qui pourrait parachever cet objectif. En d'autres ternes, Thompson était un impérialiste américain qui se battait contre l'impérialisme allemand et cette lutte fut finement reconnue et exploitée par Lénine et Trotski. […]
[…] En bref, derrière et sous les aspects militaires, diplomatiques et politiques de la première guerre mondiale, il y avait une autre bataille faisant rage, à savoir, des manœuvres pour le pouvoir économique mondial qui émergera des opérateurs internationaux qui auront suffisamment de muscles et d'influence.
Thompson n'était pas un bolchévique, il n'était même pas pro-bolchévique; il n'était pas non plus pro-Kerensky, ni même pro-américain. La motivation ultime et débordante était la capture du marché russe dans l'après-guerre. Ceci était un objectif commercial et non pas politique. L'idéologie pouvait faire tanguer les révolutionnaires comme Kerensky, Trotski, Lénine et consorts, mais pas les financiers.

Thompson retourne aux États-Unis

Thompson retourna donc ensuite aux États-Unis et en fit le tour avec une plaidoirie de reconnaissance publique des Soviets. Dans un discours qu'il fît au Rocky Mountain club de New York en Janvier 1918, Thompson appela à l'assistance du gouvernement bolchévique émergent et s'adressant à une audience essentiellement de la côte ouest, évoqua l'esprit des pionniers américains… Pour ceux qui étaient dans l'audience, nous ne savons pas ce qu'ils en pensèrent, quoi qu'il en soit personne ne défia sa position. L'orateur était un directeur respecté de la banque de la réserve fédérale de New York, un homme d'affaire multimillionnaires s'étant fait tout seul et n'était pas connu pour être "rose" (NdT : rosy en anglais est un terme péjoratif désignant les socialistes)…
Pendant que Wall Street se demandait s'il avait tourné bolchévique; Thompson trouva une certaine sympathie au sein de la communauté des directeurs de la banque de la réserve fédérale de New York. Le co-directeur W. L. Saunders, président de l'Ingersoll-Rand Corporation et un des directeurs de la banque de la réserve fédérale écrivit au président Wilson le 17 Octobre 1918, faisant état de sa "sympathie pour la forme de gouvernement soviétique", tout en réfutant en même temps tout motif ultérieur tel que "se préparer maintenant pour avoir le marché mondial après la guerre" […]
[…] Par leur influence politique, il pourrait manipuler le pouvoir de police de l'état afin de pouvoir faire ce dont ils avaient été incapables de faire, ou ce qui coûtait trop d'argent à faire faire sous le régime de l'entreprise privée. En d'autres termes, le pouvoir coercitif de l'état était le moyen de maintenir un monopole privé. Ceci était exactement ce que Frederick Howe avait proposé. L'idée d'une Russie centralisée à

l'économie planifiée, quand on y pense: un gigantesque monopole ! Thompson, ses amis et autre directeur, tenaient la corde en contrôlant ceux qui géraient l'opération.

Les ambassadeurs officieux : Robins, Lockhart et Sadoul

Les bolchéviques de leur côté évaluèrent correctement le manque de sympathie par les représentants à Petrograd des trois puissances majeurs occidentales: les États-Unis, La Grande-Bretagne et la France. Les États-Unis étaient représentés par l'ambassadeur Francis qui ne masquait aucunement son manque de sympathie pour la révolution. La Grande-Bretagne était représentée par Sir James Buchanan, qui avait des liens étroits avec la monarchie tsariste et était suspecté d'avoir quand même aidé la phase Kerensky de la révolution. La France était représentée par l'ambassadeur Paléologue, ouvertement antibolchévique. Au d´´but de 1918, trois autres personnages firent leur apparition et devinrent les représentants de facto de ces pays occidentaux en poussant vers la sortie les officiels reconnus les représentants.

Raymond Robins prit les commandes de la mission de la CR américaine après le départ de Thompson au début Décembre 1917 mais se concentra plus sur des matières politiques et économiques que sur d'obtenir de l'assistance et de l'aide pour une Russie minée par la pauvreté… En Janvier 1918, Robins câbla Thompson alors à New York:

"Le gouvernement soviétique plus fort aujourd'hui que jamais auparavant. Son autorité et son pouvoir ont été grandement consolidés par la dissolution de l'assemblée constituante… Je ne peux pas assez insister sur l'importance de la reconnaissance rapide de l'autorité bolchévique… Sisson approuve ce texte et vous demande de montrer ce câble à Creel. Thacher et Wardwell sont d'accord."

Plus tard durant l'année 1918, à son retour aux États-Unis, Robins soumit un rapport au secrétaire d'état Lansing contenant ce paragraphe d'ouverture:

"Coopération économique américaine avec la Russie; la Russie accueillera à bras ouverts l'assistance américaine dans la reconstruction économique".

Les efforts persistants de Robins pour la cause bolchévique lui donna un certain prestige dans le camp bolchévique, voire même peut-être quel qu'influence politique […]

[…] Des documents dans les archives du bureau soviétique de New York saisis par le comité Lusk en 1919 confirment qu'à la fois Robins et sa femme étaient associés de manière proche aux activités des bolcheviques aux États-Unis et avec la formation du bureau soviétique à New York.

Le gouvernement britannique établit une relation officieuse avec le régime bolchévique en envoyant en Russie un jeune agent parlant le russe, Bruce Lockhart. Lockhart était en fait la contrepartie britannique de Robins, mais au contraire de Robins, Lockhart avait des contacts directs avec son ministère des affaires étrangères. Lockhart ne fut pas choisi par le secrétaire aux affaires étrangères ou le ministère, tous deux furent choqués de sa nomination. D'après Richard Ullman, Lockhart "a été sélectionné pour sa mission par Milner et Lloyd George eux-mêmes…" "Maxime Litvinov, agissant comme représentant officieux soviétique à Londres, écrivit à Lockhart une lettre d'introduction auprès de Trotski, dans cette lettre, il nommait l'agent britannique comme 'étant un très honnête homme qui comprend notre position et sympathise avec nous et notre cause." […]

[…] D'après Lockhart, le directeur de banque socialiste Milner était un homme qui lui inspirait "la plus grande affection et reconnaissance du héros". Lockhart se souvient comment Milner sponsorisa personnellement sa nomination pour sa mission en Russie, poussa jusqu'au niveau du ministère et après sa nomination, parla presque quotidiennement avec Lockhart. Tout en ouvrant la voie pour la reconnaissance des bolchéviques, Milner fit aussi la promotion du soutien financier de leurs opposants dans le sud de la Russie et ailleurs, tout comme le fit Morgan depuis New York. Cette politique à double-face est consistante avec la thèse qui veut que le modus operandi des internationalistes politisés, tels Milner et Thompson, était de placer de l'argent public sur quelque cheval révolutionnaire ou contre-révolutionnaire que ce soit qui avait des allures de gagner la partie. Les internationalistes bien sûr clamant les bénéfices subséquents. L'indice réside peut-être dans cette observation de Lockhart qui disait que Milner était un homme qui "croyait en l'état hautement organisé."

Le gouvernement français appointa un supporteur encore plus évident des bolchéviques en la personne de **Jacques Sadoul**, un vieil ami personnel de Trotski.

En résumé, les gouvernements alliés neutralisèrent leurs propres représentants diplomatiques à Petrograd et les remplacèrent par des agents officieux plus ou moins sympathiques à la cause bolchévique.

Les rapports de ces ambassadeurs officieux furent en contraste direct avec les demandes d'aide adressées à l'occident depuis l'intérieur de la Russie. Maxime Gorky protesta contre la trahison des idéaux révolutionnaires par le groupe Lénine-Trotski, qui imposa une poigne policière de fer et fit de la Russie un état policier […]

[…] Ainsi, même dans les premiers jours de 1918, la trahison subie par la révolution libertaire a été notée par des observateurs pertinents comme Maxime Gorky et De Witt C. Poole. La démission de Poole (NdT : diplomate américain chargé d'affaire à Archange en Russie) choqua le département d'état qui émit "la plus grande réticence quant à votre décision de démissionner"…

Ainsi les gouvernements alliés non seulement neutralisèrent leurs propres représentants gouvernementaux, mais les États-Unis ignorèrent même les supplications à l'intérieur et à l'extérieur de Russie pour arrêter le soutien aux bolchéviques. Le soutien influent pour les Soviets vint lourdement du secteur financier de New York (très peu de soutien émana des révolutionnaires américains intra-muros), et surtout de l'American International Corporation, une firme contrôlée par les intérêts de Morgan.

Exporter la révolution : Jacob H. Rubin

Nous sommes maintenant dans la position de comparer deux cas, pas les seuls du reste, dans lesquels les citoyens américains Jacob Rubin et Robert Minor assistèrent à l'exportation de la révolution vers l'Europe et d'autres parties de la Russie.

Jacob Rubin était un banquier qui de ses propres mots "aida à former le gouvernement soviétique d'Odessa." Rubin était le président, trésorier et secrétaire de Rubin Brothers au 19 west 34 street, New York city. En 1917, il était associé avec l'Union Bank of

Milwaukee et la Provident Loan Society de New York. Les administrateurs de la société Provident Loan incluent des personnes mentionnées autre part comme ayant des connexions avec la révolution bolchévique: P.A Rockefeller, Mortimer L. Schiff and James Speyer.
[…] Rubin de l'Union Bank of Milwaukee était à Odessa et désirait rester avec les bolchéviques: "Rubin ne désire pas partir, il a offert ses services aux bolchéviques et apparemment sympathise avec eux."
Bien que sachant qu'il a été arrêté comme espion par le gouvernement de Denikin en Russie du sud, nous n'en saurons guère plus sur Rubin. Par contre, nous en savons bien plus sur Robert Minor, qui fut pris la main dans le sac et relâché par un mécanisme réminiscent de la libération de Trotski d'un camp de prisonniers de guerre à Halifax.

Exporter la révolution : Robert Minor

Le travail de la propagande bolchévique en Allemagne, financé et organisé par William B. Thompson et Raymond Robin était fait sur le terrain par des citoyens américains sous la supervision du Commissariat populaire aux affaires étrangères de Trotski:
Une des premières innovations de Trotski dans le bureau des affaires étrangères a été d'instituer un bureau de presse sous Karl Radek et un bureau de la propagande révolutionnaire internationale sous Boris Reinstein; la totalité de la puissance de ces entités de pouvoir fut tournée contre l'armée allemande […]
[…] Robert Minor était un exécutant du bureau de la propagande de Reinstein… Il était un dessinateur pamphlétaire de talent et un socialiste. Il quitta son Texas natal pour venir à l'Est. Certaines de ses contributions parurent dans "Masses", un journal pro-bolchévique. En 1918, Minor était dessinateur au Philadelphia Public Ledger. Il quitta New York en Mars 1918 afin de reporter sur la révolution bolchévique […]

Organisation du travail pour la propagande étrangère en 1918

Commissariat Populaire aux Affaires Étrangères ► Trotski
Bureau de Presse ► Radek
Bureau de la propagande révolutionnaire internationale ► Reinstein
Agents / Exécutifs de terrain :

- John Reed
- Louis Bryant
- Albert Rhys
- Williams
- Robert Minor
- Philip Price
- Jacques Sadoul

En Novembre 1918, Minor et Price quittèrent la Russie et allèrent en Allemagne. Leurs produits de propagande furent utilisés pour la première fois sur le front russe de Mourman: des pamphlets furent lâchés par avion sur les troupes britannique, française et américaine…
[…] Le 8 Juin 1919, Minor fut arrêté à Paris par la police française et rendu aux autorités militaires américaines à Koblenz; en même temps, les spartakistes allemands furent arrêtés par les autorités britanniques dans les environs de Cologne. Subséquemment, les spartakistes furent condamnés pour conspiration, sédition et cause de mutinerie parmi les troupes alliées; Price fut arrêté, mais comme Minor, rapidement relâché […]

[…] pour résumer, nous avons vu que le directeur de la banque de la réserve fédérale de New York William Boyce Thompson était actif à promouvoir les intérêts bolchéviques de plusieurs façons: production d'une propagande en russe, financement des opérations bolchéviques, discours, organisation (avec Robins) d'une mission révolutionnaire bolchévique en Allemagne (mouvement spartakiste) et peut-être en France et avec l'associé de Morgan, Lamont, influence Lloyd George et le cabinet de guerre britannique afin de changer la politique britannique. De plus Raymond Robins fut cité par les autorités gouvernementales françaises pour avoir organiser les bolchéviques russes pour la révolution allemande. Nous savons que Robins travaillait au grand jour pour les intérêts soviétiques en Russie et aux États-Unis. Finalement, nous trouvons que Robert Minor, un des propagandistes utilisés dans les programmes de Thompson, fut relâché en des circonstances qui suggèrent une intervention au plus haut niveau du gouvernement américain.
De manière évidente, ceci n'est qu'une partie d'un puzzle bien plus grand. Ceci ne représente pas une chaîne d'évènement s'étant produits par le plus pur des hasards. Ils constituent une suite logique et cohérente d'évènements sur plusieurs années. Ils suggèrent la mise en place d'une influence puissante aux sommets de plusieurs gouvernements.

Au cœur du Nouvel Ordre Mondial : Wall Street et la révolution bolchévique (Professeur Antony Sutton)… ~ 3ème Partie ~

https://resistance71.wordpress.com/2012/01/01/au-coeur-du-nouvel-ordre-mondial-wall-street-et-la-revolution-bolchevique-professeur-antony-sutton-3eme-partie/

Chapitre 7

Les Bolchéviques retournent à New York

"Martens est bien sous les feux de la rampe. Il ne fait aucun doute de sa connexion avec la Guaranty Trust Company. Néanmoins, il est très surprenant qu'une entreprise aussi grosse et influente ait des rapports d'affaires avec le régime bolchévique."
~Rapport de renseignement de Scotland Yard, Londres, 1919~
Après les succès initiaux de la révolution, les soviétiques ne perdirent pas de temps pour essayer d'établir des relations diplomatiques aux États-Unis par leurs officines de propagande et d'anciens résidents. En Juin 1918, le consul américain de Harbin câbla Washington: "Albert R. Williams, détenteur du passeport 52 913 du 15 Mai 1917 désire se rendre aux États-Unis pour établir un bureau d'information pour le gouvernement des soviets pour lequel il a autorité écrite. Dois-je autoriser le visa?"
Washington refusa la délivrance du visa et Williams échoua dans sa tentative d'établir le bureau d'information. Il fut suivi par Alexander Nyberg (alias Santeri Nuorteva) un ancien immigrant finlandais aux États-Unis en 1912, qui devînt le premier représentant des soviets aux États-Unis. Nyberg était un propagandiste actif […]

Raid sur le bureau soviétique de New York

Alexander Nyberg (Nuorteva) fut ensuite remplacé par le bureau soviétique qui fut établi au début de 1919 dans le World Tower Building, 110 West 40 street, New York city. Le bureau était dirigé par un citoyen allemand: Ludwig C.A.K Martens, qui est habituellement cité comme le premier ambassadeur de l'URSS aux États-Unis et qui jusqu'à cette époque, avait été le vice-président de Weinberg & Posner, une firme d'ingénierie localisée au 120 Brodway, New York city. Pourquoi le bureau et "l'ambassadeur" étaient-ils localisé à New York et non pas à Washington n'a pas été précisé, néanmoins cela suggère que le commerce plutôt que la diplomatie en était l'objectif principal. Le bureau lança un appel pour le commerce entre la Russie et les États-Unis. L'industrie était délabrée et la Russie avait grandement besoin de machinerie, de fournitures et matériaux pour les chemins de fer, de vêtements, de produits chimiques, de médicaments, en fait de tout ce qui peut être utilisé dans une société moderne. En échange, les soviétiques offrirent de l'or et des matières premières. Le bureau procéda ensuite à rétablir des contrats avec des firmes américaines, ignorant le fait de l'embargo et de la non-reconnaissance de l'URSS. En même temps, il finançait le Parti Communiste des États-Unis naissant.
Le 7 Mai 1919, le ministère des affaires étrangères américain torpilla l'intervention commerciale établie par le bureau et répudia Ludwig Martens, le bureau soviétique et le gouvernement bolchévique de Russie. Cette claque officielle ne rebuta pas les chasseurs de contrats de l'industrie américaine pour autant. Lorsque le bureau soviétique fut investi le 12 Juin 1919 par des représentants du comité Lusk de l'état de New York, des archives de lettres émanant et ayant été reçues par des hommes d'affaires américains, représentant près de mille entreprises américaines, furent mises à jour. Le rapport spécial no5 (secret) du directorat du renseignement du ministère de l'intérieur britannique, émit par Scotland Yard, Londres le 14 Juillet 1919 et écrit par Basil H. Thompson, était fondé sur les archives saisies; le rapport nota:
"… Un grand effort fut fait par Martens et ses associés pour attiser les intérêts des capitalistes américains et il y a de bonnes raisons de croire que le bureau avait reçu le soutien financier de quelques entreprises d'export russes, ainsi que par la Guarantee (sic) Trust Company, bien que cette firme ait réfuté toute allégation qu'elle aurait financé l'organisation de Martens."
Thompson nota que le loyer mensuel du bureau soviétique était de 300 US$ et que les salaires des employés se montaient à environ 4 000 US$ mensuels. Les fonds de Martens pour payer ces factures venaient en partie de courriers soviétiques, comme par exemple John Reed et Michael Gruzenberg, qui amenaient des diamants de Russie pour les vendre aux États-Unis et en partie d'entreprises américaines, incluant la Guaranty Trust Company de New York. Le rapport britannique résuma les archives saisies par les enquêteurs de la commission Lusk et ce résumé vaut la peine d'être cité dans son entièreté:
1 - Il y avait une intrigue se déroulant au moment où le président se rendit la première fois en France pour permettre à l'administration d'utiliser Nuorteva comme intermédiaire avec le gouvernement soviétique, avec une vision d'amener sa reconnaissance par l'Amérique. Un projet d'amener le colonel House à cette idée fut tenté et il existe une longue et intéressante lettre de Frederick C. Howe sur laquelle la sympathie et le soutien de Nuorteva semblait reposer. Il y a d'autres archives connectant Howe avec Martens et Nuorteva.
2 - Il y a un fichier de correspondance avec Eugene Debs.

3 - Une lettre d'Amos Pinchot à William Kent de la commission américaine des tarifs dans une enveloppe adressée au sénateur Lenroot, introduit Evans Clark "maintenant membre du bureau de la république soviétique de Russie". "Il veut parler avec vous de la reconnaissance de Koltchak et de l'établissement du blocus etc."
4 - Un rapport de Felix Frankfurter daté du 27 Mai 1919 parle de campagne virulente vilipendant le gouvernement russe.
5 - Il y a une considérable correspondance entre un colonel et Mme Raymond Robbins (sic) et Nuorteva en 1918 et en 1919. En Juillet 1918, Mme Robbins a demandé à Nuorteva des articles pour "Life and Labour", l'organe de presse de la ligue de commerce nationale des femmes. En Février et Mars 1919 Nuorteva essaya par l'intermédiaire de Robbins, d'être invité et de donner des preuves devant le comité Overman. Il voulait également que Robbins dénonce les documents de Sisson.
6 - Dans une lettre de la compagnie Jansen Cloth Products de New York à Nuorteva datée du 30 Mars 1918, E. Werner Knudsen dit qu'il comprend que Nuorteva a l'intention de faire des arrangements pour l'export de bien de consommation alimentaire par la Finlande et il offre ses services. Nous avons un dossier sur Knudsen, qui a passé des informations à et de l'Allemagne par le Mexique en rapport avec le fret de transport britannique.
Ludwig Martens, continua le rapport du renseignement, était en contact avec tous les leaders de la "gauche" aux États-Unis, incluant John Reed, Ludwig Lore et Harry J. Boland, le rebelle irlandais. Une vigoureuse campagne contre Aleksandr Kolchak de Sibérie fut organisée par Martens. Le rapport conclut:
"L'organisation de Martens est une arme puissante de soutien de la cause bolchévique aux États-Unis et il est assez proche des promoteurs de troubles politiques à travers tout le continent américain."
La liste de Scotland Yard des employés du bureau soviétique de New York coïncide assez bien avec une liste similaire du comité Lusk dont les archives se trouvent à Albany, New York, et qui sont aujourd'hui ouvertes à l'inspection publique. Il y a néanmoins une différence essentielle entre les deux listes: la liste britannique inclut le nom de "Julius Hammer", alors qu'Hammer est omis du rapport de la commission Lusk. Le rapport britannique caractérise Julius Hammer comme suit:
"Avec Julius Hammer, Martens a un véritable bolchévique et un ardent adhérent gauchiste, qui vint il y a peu de Russie. Il fut un des organisateurs du mouvement de gauche à New York et parle à des réunions sur la même plateforme que les leaders de gauche tels John Reed, Hourwich, Lore et Larkin."
Il existe une autre preuve du travail de Hammer pour les soviétiques. Une lettre de la National City Bank de New York au ministère des finances américain établissant que des documents reçus par la banque de Martens furent "visées et certifiés conformes par un Dr. Julius Hammer en tant que faisant fonction de directeur du département financier du bureau soviétique."
La famille Hammer a eu des liens étroits avec la Russie et le régime soviétique à partir de 1917 jusqu'à maintenant (NdT : 1974). Armand Hammer peut aujourd'hui acquérir les contrats les plus lucratifs avec l'URSS. Jacob, le grand-père d'Armand Hammer et de Julius est né en Russie. Armand, Harry et Victor, fils de Julius, sont nés aux États-Unis et sont des citoyens américains. Victor fut un artiste connu; son fils, également prénommé Armand et sa petite-fille sont des citoyens soviétiques et résident en Union Soviétique. Armand Hammer est le président d'Occidental Petroleum Corporation et a

un fils, Julian qui est le directeur de publication et de publicité pour Occidental Petroleum.
Julius Hammer fut un membre important et un financier de la gauche socialiste. A la convention du parti socialiste de 1919, Hammer fut dans le comité directeur avec Bertram D. Wolfe et Benjamin Gitlow, ceci donna naissance au Parti Communiste des États-Unis.
En 1920, Julius Hammer fut condamné à une peine de 3 ans et demie à la prison de Sing-Sing pour avortement criminel. Lénine suggéra, de manière justifiée, que “Julius fut emprisonné sur l’accusation d’avoir pratiqué des avortements illégaux, mais en fait surtout à cause de son communisme.” D’autres membres du Parti Communiste des États-Unis furent condamnés à des peines de prison pour sédition ou furent déportés vers l’URSS. Les représentants soviétiques aux États-Unis mirent tous leurs efforts pour faire libérer Julius et ses compagnons de parti, en vain.
Un autre membre important du bureau soviétique était son assistant-secrétaire: Kenneth Durant, un ancien collaborateur du colonel House. En 1920, Durant fut identifié comme étant un messager soviétique […]
[…] Kenneth Durant qui faisait fonction de messager pour les transferts de fonds, était le trésorier du bureau soviétique et l’attaché de presse et éditeur de “Soviet Russia”, l’organe de presse officiel du bureau. Durant venait d’une bonne famille de Philadelphie. Il passa la plus grande partie de sa vie aux services des soviétiques, d’abord en charge de publicité au bureau soviétique puis de 1923 à 1944 comme manageur de l’agence de presse soviétique Tass aux États-Unis. J- Edgar Hoover (NdT : le directeur de longue date du FBI) décrivit Durant comme “en permanence très actif pour les intérêts de Martens et du gouvernement soviétique.”
Felix Frankfurter, qui devint plus tard juge à la cour suprême des États-Unis, était aussi important dans les dossiers du bureau soviétique. Une lettre de Frankfurter à l’agent soviétique Nuorteva est reproduite en Appendix 3 et suggère que Frankfurter avait une certaine influence dans le bureau.
En bref, le bureau soviétique n’aurait pas pu avoir été établi sans une assistance d’influence au sein même des États-Unis. Une partie de cette assistance vint de relations très spécifiques du personnel du bureau soviétique et une autre partie de firmes commerciales hors du bureau, firmes qui étaient réticentes à ce que leur soutien soit une affaire publique.

Les alliés industriels du bureau

[…] La commission Lusk enregistre ceci à propos des autres firmes mentionnées par Martens et Heller: Standard Oil, non listée; Armour & Co, Meatpackers, listée comme “Armour Leather” et “Armour & Co, Union Stock Yards, Chicago”; Morris Go, Meatpackakers est listée en page 13, cudahy, litée en page 6; American Steel Export, Co, listée en page 2 a offert de commercer avec l’URSS; Lehigh Machine and Co, non listée; Adrian Knitting, listée en page 1; International Harvester Co, listée en page 11; Aluminium goods Manufacturing Co, listée en page 1; Aluminioun Company of America, non listée, American Car and Foundry Export, sous “American Car Co”…
Brièvement, les dires de Heller et Martens en rapport avec leurs contacts nombreux et variés au sein de certaines firmes américaines étaient tout à fait corroborées par les dossiers du bureau soviétique. D’un autre côté et pour des raisons qui leur sont propres, ces entreprises n’ont pas voulu confirmer leurs activités.

Les banquiers européens et les bolchéviques

En plus de la Guaranty Trust et du banquier privé Boissevain de New York, quelques banquiers européens donnèrent de l'aide directe pour maintenir et étendre la main mise bolchévique sur le pouvoir en Russie […]

[…] Le plus intéressant de ces banquiers européens qui opéraient pour le compte des bolchéviques était Gregory Benenson, ancien président de la Russian and English Bank de Petrograd, une banque qui avait dans son comité directeur Lord Balfour (secrétaire d'état aux affaires étrangères britanniques) et Sir I.M.H. Amory, ainsi que S.H. Cripps et H. Guedalla. Benenson voyagea à Petrograd après la révolution puis à Stockholm. Il vint, dit alors un officiel du ministère des affaires étrangères états-unien, "amenant à ma connaissance 10 millions de roubles avec lui et me les offrit à un prix fort pour l'utilisation en faveur de notre ambassade Archange." Benenson avait un arrangement avec les bolchéviques pour échanger 60 millions de rouble pour 1,5 millions de livres sterling […]

[…] Conséquemment, nous pouvons identifier un cycle d'assistance par les banquiers capitalistes en faveur de l'URSS. Quelques-uns d'entre eux étaient des Américains, d'autres des banquiers tsaristes qui étaient en exil et vivaient en Europe, et d'autres encore étaient européens. Leur objectif commun était le profit et non pas l'idéologie.

Les aspects questionnables du travail de ces "banquiers bolchéviques" comme ils furent appelés, proviennent du cadre des évènements contemporains à cette époque en Russie.

En 1919, des troupes françaises, britanniques et américaines se battaient contre des troupes soviétiques dans la région de l'Archange. Dans une confrontation en Avril 1919, par exemple, les pertes américaines furent de 1 officier, cinq hommes tués et neuf manquant. Ainsi, à un moment donné en 1919, le général Tasker H. Bliss, le commandant des forces américaines d'Archange, renforça la déclaration des britanniques qui disaient que "faute de renforts urgent, les troupes alliés à Mourmansk et dans les districts d'Archange étaient en danger d'extermination". Des renforts furent envoyés sous le commandement du brigadier général W.P. Richardson.

En bref, alors que Guaranty Trust et des firmes américaines de premier plan prêtaient main forte à la création du bureau soviétique à New York, des troupes américaines étaient en conflit ouvert avec des troupes soviétiques dans le nord de la Russie. De plus, ces conflits furent rapportés quotidiennement dans les journaux tels le New York Times, qui furent lus de manière présumée par les banquiers et les hommes d'affaire à cette époque. De surcroît, comme nous le verrons dans le chapitre 10, les cercles financiers qui soutenaient le bureau soviétique à New York formèrent également à New York "l'United American", une organisation violemment anti-communiste prédisant une révolution sanglante, une famine de masse et la panique totale dans les rues de New York.

Chapitre 8

120 Broadway, New York City

"William B. Thompson, qui était à Petrograd de Juillet à Novembre derniers, a fait une contribution personnelle de 1 million de dollars aux bolchéviques avec pour but qu'ils répandent leur doctrine en Allemagne et en Autriche…"

~ Washington Post, le 2 Février 1918 ~

En collectant le matériel historique pour écrire ce livre, une adresse dans la zone de Wall Street devint omniprésente, le *120 Broadway, New York City.* Ce livre aurait pu être écrit en incorporant seulement les personnes, les firmes et les organisations dont l'adresse était 120 Broadway, New York City en 1917. Bien que cette méthode eut été un peu forcée et peu naturelle, cela n'aurait en fait exclu qu'un tout petit segment de l'histoire complète sur le sujet.
Le bâtiment original du 120 Broadway fut détruit dans un incendie avant la première guerre mondiale. Par la suite, le bâtiment fut vendu à l'Equitable Office building Corporation, organisé par le général T.Coleman du Pont, président de la compagnie Du Pont de Nemours Powder. Un nouveau building fut achevé en 1915 et l'Equitable Life Insurance Company revint sur à son ancienne adresse […]
[…] Quoi qu'il en soit, en 1917, le 120 Broadway était connu comme étant le bâtiment d'Equitable Life Insurance. C'était un grand bâtiment mais pas le plus grand bâtiment administratif de New York loin s'en faut, il occupait une zone d'un bloc complet sur Broadway et Pine et avait 34 étages. Le club des banquiers se situait au 34ème étage. La liste des membres en 1917, reflétait en fait l'implication américaine dans la révolution bolchévique et ce qui s'en suivît. Par exemple, le QG du deuxième district du système de la réserve fédérale, celui de la zone de New York, de loin le plus important de tous les districts de la réserve fédérale, était domicilié au 120 Broadway. Les bureaux de plusieurs directeurs de la banque de la réserve fédérale de New York et, le plus important l'American International Corporation (AIC), étaient aussi situés au 120 Broadway. Par contraste, Ludwig Martens, nommé par les soviétiques comme le premier "ambassadeur" bolchévique aux États-Unis et chef du bureau soviétique, était en 1917, le vice-président de Weinberg & Posner, domiciliée… au 120 Broadway, New York City.
Cette concentration est-elle accidentelle ? La contiguité géographique a-t-elle une quelconque signifiance ? Avant que de tenter de suggérer une réponse, nous nous devons de changer notre cadre de références et d'abandonner le spectre classique d'analyse politique gauche-droite.
Avec un manque de perception quasi-unanime, le monde académique a décrit et analysé les relations politiques internationales dans le contexte d'un conflit perpétuel entre capitalisme et communisme et une adhérence rigide à ce concept marxiste a déformé l'histoire moderne. De temps en temps peut-on trouver quelques remarques incongrues stipulant que cette polarité est fallacieuse, mais ces remarques sont très vite balayées. Par exemple, le professeur en relations internationales de l'université de Georgetown, Carroll Quigley, a fait ce commentaire concernant la maison des Morgan:
« Il y a plus de cinquante ans, la firme Morgan a décidé d'infiltrer les mouvements politiques de gauche aux États-Unis. Ceci fut relativement facile à faire, car ces groupes avaient grand besoin d'argent et voulaient une voix pour atteindre les gens. Wall Street leur donna les deux. Le but n'était pas de détruire, dominer ou récupérer…"
Le commentaire du professeur Quigley, apparemment fondé sur une documentation confidentielle, a tous les ingrédients pour être une bombe historique si cela peut-être concrètement soutenu et prouvé. Nous suggérons que la firme Morgan a non seulement infiltré la gauche américaine, comme le nota Quigley, mais aussi la gauche étrangère, à savoir, le mouvement bolchévique et la troisième internationale. Plus avant, au travers d'amis dans le département d'état américain, les Morgan et leurs

alliés financiers, particulièrement la famille Rockefeller, ont exercé une grosse influence sur les relations américano-soviétiques de la première guerre mondiale jusqu'à maintenant. La preuve présentée dans ce chapitre va suggérer que deux des véhicules opérationnels pour infiltrer ou influencer les mouvements révolutionnaires étrangers étaient domiciliés au 120 Broadway: le premier étant la banque de la réserve fédérale de New York, lourdement influencée par des cadres de chez Morgan, le second: l'American International Corporation, contrôlée par la firme Morgan. De plus, il y avait une interaction importante entre la banque de la réserve fédérale de New York et l'American International Corporation en la personne de C.A. Stone, président d'American International et aussi un des directeurs de la banque de la réserve fédérale.

L'hypothèse apportée ici est que la concentration inhabituelle sur une même adresse était le reflet d'actions spécifiques entreprises par des firmes et des personnes spécifiques et que ces actions et évènements ne peuvent pas être analysés au sein de l'approche politique antagonistique classique de la "gauche contre la droite".

L'American International Corporation

L'American International Corporation (ci-après nommée AIC) fut créée à New York le 22 Novembre 1915 par les intérêts de la maison Morgan, impliquant une participation majeure de la National City Bank de Stillman et des intérêts des Rockefeller. Le bureau principal de l'AIC était au 120 Broadway. La charte de la compagnie l'autorise à s'engager dans n'importe quel type de business, sauf la banque et les utilités publiques et ce dans quelque pays du monde que cela soit. La mission déclarée de la corporation était de développer des entreprises aux États-Unis et à l'étranger, d'étendre les activités américaines à l'étranger et de promouvoir les intérêts des banquiers américains et étrangers, des affaires et de l'ingénierie […]

[…] Dès 1916, les investissements d'AIC à l'étranger se chiffraient à plus de 23 millions de dollars et en 1917 à plus de 27 millions. La compagnie établît des représentations à Londres, Paris, Buenos Aires et Pékin, ainsi qu'à Petrograd en Russie. Moins de deux ans après sa création, AIC opérait à bonne échelle en Australie, Argentine, Uruguay, Paraguay, Colombie, Brésil, Chili, Chine, Japon, Inde, Ceylan, Italie, Suisse, France, Espagne, Cuba, Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale […]

[…] AIC investît également dans United Fruit Company, qui était impliquée dans les révolutions d'Amérique centrale des années 1920 (NdT : plus tard dans les années 1950 l'American Fruit Company fut impliqué dans le renversement du régime démocratiquement élu du Guatemala pour sauvegarder leur monopole sur l'import-export, la compagnie appartenait en partie aux frères Dulles dont l'un était le président de l'United Fruit et l'autre… Directeur de la CIA…) […]

[…] Les directeurs d'AIC en 1917 et quelques-unes de leurs associations étaient:

– J. Ogden Armour de Meatpacker de l'Armour & Co de Chicago, directeur de la Natonal City Bank de New York et mentionné par A.A. Heler en connexion avec le bureau soviétique.

– George Johnson Balwin de Stone & Webster, 120 Broadway. Pendant la 1ère guerre mondiale, Baldwin ´´tait le président du comité directeur d'American International Shipbuilding (succursale de construction navale d'AIC), senior vice-président d'AIC, directeur de G. Amsinck (Von Pavenstedt d'Amstinck était le trésorier des affaires d'espionnage allemandes aux États-Unis) et un administrateur de la

fondation Carnegie (NdT : intérêts Rockefeller), qui finança le plan Marburg pour un socialisme international devant être contrôlé de derrière le rideau par la haute finance internationale.

– C. A. Coffin président de la General Electric (bureau directeur au 120 Broadway), président du comité de coopération de la Croix Rouge américaine.

– W.E. Corey 814 Wall Street) directeur de l'American Bank Note Company, Mechanics and Metals Bank, Midvale Steel and Ordnance et le l'International Nickel Company; il devint plus tard le directeur de la National city Bank.

– Robert Dollar magnat du transport de San Francisco, qui tentait d'importer les roubles or tsaristes au nom des soviétiques aux États-Unis en 1920, ceci en contravention des règlementation américaines.

– Pierre S. duPont de la famille duPont

– Philip A. S. Franklin directeur de la National City Bank

– J.P. Grace directeur de la National City Bank

– R.F. Herrick directeur de la New York Life Insurance, ancien président de l'association des banquiers américains, administrateur de la fondation Carnégie

– Otto H. Kahn associé de Kuhn, Loeb. Le père de Kahn arriva en Amérique en 1848 "après avoir pris part dans la révolution avortée de cette année-là." D'après JH Thomas (socialiste britannique financé par les soviétiques), "Otto Kahn regarde la lumière".

– H.W Pritchett administrateur de la fondation Carnégie

– Percy A. Rockefeller fils de John D. Rockefeller, marié à Isabel, fille de J.A. Stillman de la National City Bank

– John D. Ryan directeur des compagnies minières du cuivre, de la National City Bank et de Mechanics and Metals Bank

– W.L. Saunders directeur de la banque de la réserve fédérale de New York, sise au 120 Broadway et chairman d'Ingersoll-Rand. D'après l'encyclopédie nationale (26:81): "Durant la guerre il fut un des conseillers les plus suivis du président des États-Unis.

– J.A. Stillman président de la National City Bank à la suite de son père (J. Stillman, chairman de NCB), qui mourut en Mars 1918.

– C.A. Stone Directeur de la banque fédérale de New York (1920-22), sise 120 Broadway, chairman de Stone & Webster, sise 120 Broadway, président (1916-23) d'AIC, sise 120 Broadway.

– T.N. Vail président de la NCB de Troy, New York

– F.A. Vanderlip président de la NCB

– E.S. webster de Stone & Webster, sise au 120 Broadway

– A.H. Wiggin directeur de la banque de la réserve fédérale de New York dans les années 1930.

– Beckman Winthrope directeur de la NCB

– William Woodward directeur de la banque de la réserve fédérale de New York, sise 120 Broadway et de la Hanover National Bank.

L'intrication des 22 directeurs d'AIC avec d'autres institutions est très significative. La National City Bank (NCB) n'avait pas moins de dix directeurs dans le comité directeur d'AIC; Stillman de la NCB était à cette époque un intermédiaire entre les intérêts des Rockefeller et des Morgan, et les intérêts des Rockefeller et des Morgan étaient représentés directement dans l'AIC. Kuhn, Loeb et les duPont avec chacune un

directeur; Stone & Webster en avait trois. Pas moins de 4 directeurs d'AIC (Saunders, Stone, Wiggin et Woodward) étaient ou furent plus tard directeur de la banque de la réserve fédérale de New York. Nous avons vu dans un chapitre précédent que William Boyce Thompson, qui contribua au financement et à donner son prestige à la révolution bolchévique, était aussi un directeur de la banque de la réserve fédérale de New York. Le directorat de la banque de la réserve fédérale de New York ne comprenait que neuf directeurs.

L'influence d'AIC sur la révolution

Après avoir identifié les directeurs d'AIC, nous devons maintenant identifier leur influence révolutionnaire […]

[…] Alors que les bolchéviques n'avaient qu'un contrôle précaire de la Russie et furent en fait très près de perdre au printemps 1918, William Franklin Sands (secrétaire exécutif d'AIC) écrivit que déjà (janvier 1918) les États-Unis avaient trop retardé la reconnaissance de Trotski. Il ajouta même: "quel que soit le terrain perdu, il doit être regagné maintenant même au prix d'un triomphe quelque peu personnel pour Trotski."

Les entreprises sises ou proches du 120 Broadway :

- AIC: 120 Broadway
- National City Bank: 55 Wall Street
- Bankers Trust Co Bldg: 14 Wall Sreet
- New York Stock Exchange (NYSE): 13 Wall Street/12 Broadway
- Morgan Building: angle Wall Street et Broadway
- Banque de la réserve fédérale de New York: 120 Broadway
- Equitable Building: 120 Broadway
- Bankers Club: 120 Broadway
- Simpson, Thather & Barlett: 62 cedar Street
- William boyce Thompson: 14 Wall Street
- Hazen, whipple & Fuller: 42ème rue
- Chase National Bank: 57 Broadway
- McCann and Co: 57 Broadway
- Stetson, Jennings & Russel: 15 Broad Street
- Guggenhein Exploration: 120 Broadway
- Weingerb & Posner: 120 Broadway
- Bureau soviétique: 110 Ouest, 40ème rue
- John McGregor Grant Co; 120 Broadway
- Stone & Webster: 120 Broadway
- General Electric Co: 120 Broadway
- Morris Plan of NY: 120 Broadway
- Sinclair Gulf Corp. 120 Broadway
- Guaranty Securities: 120 Braodway
- Guaranty Trust: 140 Broadway

Sands élabore ensuite la manière par laquelle les États-Unis pourraient regagner le temps perdu et met en parallèle la révolution bolchévique et "notre révolution" pour conclure : ***"J'ai beaucoup de raisons de croire que les plans du gouvernement pour la Russie vont recevoir tout le soutien possible de la part du congrès ainsi que la reconnaissance affective et sincère de l'opinion publique américaine."***

En bref, Sands, secrétaire exécutif d'une corporation dont les directeurs étaient parmi les plus prestigieux de Wall Street, donna son soutien emphatique aux bolchéviques et à leur révolution et ce dans l'intervalle de quelques semaines après que la révolution ait débuté. En tant qu'un des directeurs de la banque de la réserve fédérale de New York, Sands venait juste de contribuer de la somme de un million de dollars envers les bolchéviques. Un tel soutien des bolchéviques par les intérêts banquiers est au moins consistant. De plus Sands était un homme qui avait des contacts peu commun au sein du département d'état américain.
La carrière de Sands s'est alternée entre Wall Street et le département d'état de la fin du XIXème au début du XXème siècle, période durant laquelle il tînt plusieurs postes diplomatiques de haute importance. En 1910 il rejoignit la firme bancaire de James Speyer pour négocier les emprunts de l'Equateur… Il alla en Russie en 1916 pour un "travail avec la Croix Rouge", en fait une mission de deux personnes avec Basil Miles; il retourna aux États-Unis pour rejoindre l'AIC.
En 1918, Sands devint le récipiendaire de certains "traités secrets" russes. Il fut un courrier et eut accès à certains documents avant le département d'état […]
[..] Mis à part la question du pourquoi un citoyen privé aurait pu porter des traités secrets russes et la question du contenu de ces traités (probablement une version antérieure des "documents Sisson"), nous pouvons au moins en déduire que le secrétaire exécutif de l'AIC voyagea de Petrograd à Stockholm à la fin de 1917 et devait être en fait un citoyen privilégié et influent pour avoir accès à ces traités en première main.
Quelques mois plus tard, le 1er Juillet 1918, Sands écrivit au ministre des finances (NdT : secrétaire au trésor aux États-Unis) McAdoo suggérant la création d'une commission pour "une assistance économique de la Russie" … Sands avait l'évidente intention d'inclure le 120 Broadway dans toute exploitation commerciale de la Russie […]

La Banque de la Réserve Fédérale de New York

[…] En 1917, les trois directeurs de classe A de la banque étaient: Franklin D. Locke, William Woodward et Robert H. Treman. William Woodward était un directeur de l'AIC (120 Broadway) et de la Hanover National Bank contrôlée par les intérêts Rockefeller. Ni Locke, ni Treman n'ont eu quoi que ce soit à faire avec notre affaire ici présentée. Les trois directeurs de la classe B en 1917 étaient: William Boyce Thompson, Henry R. Towne et Leslie R. Palmer. Nous avons déjà notifié la participation financière substantielle de Thompson à la cause bolchévique. Henry Towne était le chairman du comité directeur de Morris Plan de New York, sise au 120 Broadway, son siège fut pris par la suite par Charles Stone de l'AIC (120 Broadway) et de Stone & Webster (120 Broadway). Leslie R. Palmer n'a rien à faire dans notre histoire. Les trois directeurs de classe C de la banque de la réserve fédérale en 1917 étaient: Pierre Jay, W.L Saunders et Georger Foster Peabody. Nous ne savons rien de Pierre Jay, mis à part que son bureau était au 120 Broadway… William Laurence Saunders lui, était un directeur de l'AIC et a publiquement avoué sa sympathie pour les bolchéviques comme nous l'avons vu ultérieurement, l'avouant même dans une lettre au président des États-Unis Woodrow Wilson. George Peabody était un socialiste actif.
En bref, des neuf directeurs de la banque, quatre étaient physiquement présents au 120 Broadway et deux étaient directement connectés avec l'AIC. Au moins quatre

membres de comité de direction de l'AIC ont été à un moment ou à un autre des directeurs de la banque de la réserve fédérale de New York. Nous pourrions établir que tout ceci a une signification importante, mais regardez-le comme n'étant pas d'un intérêt vital.

Le consortium industriel américano-russe

La proposition de William Franklin Sands de créer une commission économique pour la Russie ne fut pas adoptée. Au lieu de cela, un groupe d'industriels, sis au 120 Broadway forma le consortium industriel américano-russe pour développer et parrainer ces opportunités. Le soutien financier de cette nouvelle entreprise vint de Guggenheim Brothers, sise au 120 Broadway, anciennement associée avec William Boyce Thompson (Guggenheim contrôlait American Smelting and Refining et les compagnies du cuivre de Kennecott et d'Utah), de Harry F. Sinclair, président de la Sinclair Gulf Corp, sise également au 120 Broadway et de James White de J.G. White Engineering Corp, sise 43 Exchange Place, l'adresse du consortium industriel américano-russe.
Nous pouvons conclure ici que les intérêts de Wall Street avaient une idée bien définie de la manière selon laquelle le nouveau marché russe se devait d'être exploité. L'assistance et les conseils donnés aux bolchéviques par les parties intéressées de Washington et d'ailleurs ne restèrent pas sans récompense.

John Reed : un révolutionnaire de l'establishment

Une relation particulière de l'AIC avec le ministère des affaires étrangères, fut sa relation intime, que l'AIC appelait elle-même "le contrôle", avec un bolchévique connu en la personne de John Reed. Reed était un écrivain prolifique, abondamment lu, à l'époque de la première guerre mondiale et qui contribua à écrire pour la revue « Masses » enclines à suivre les idées bolchéviques et pour le journal contrôlé par la firme Morgan : le "Metropolitan"…
Après la révolution, Reed devint un membre du comité exécutif de la troisième internationale. Il mourut du typhus en Russie en 1920.
L'opportunité cruciale qui se présente ici ne sont pas les activités pro-bolchéviques de Reed bien connues, mais comment Reed avait la pleine confiance de Lénine (qui déclara à propos du livre de Reed "Les dix jours qui firent trembler le monde": "Voici un livre que je désirerai voir publié en millions d'exemplaires et traduit en toutes les langues", qu'il était un membre de la troisième internationale et qui possédait un laisser-passer du Comité Militaire Révolutionnaire (no 955, issus le 16 Novembre 1917), ce qui lui donnait accès à tout moment au Smolny Institute, le QG révolutionnaire, en tant que représentant de la "presse socialiste américaine", il était aussi, malgré tout cela, une marionnette sous le contrôle de la firme Morgan et de ses intérêts financiers à travers l'AIC. Une preuve documentée existe de ce conflit (voir l'appendix 3 de ce livre).
[…] Le biographe de Reed Granville Hicks a suggéré dans son livre "John Reed", qu' "il était le porte-parole des bolchéviques aux États-Unis". D'un autre côté, son soutien financier de 1913 à 1917 venait de manière quasi totale du "Metropolitan", propriété d'Harry Payme Whitney, un directeur de la Guaranty Trust, une institution citée dans chaque chapitre de ce livre et aussi du banquier privé new-yorkais et commerçant Eugene Boissevain, qui faisait parvenir des fonds à Reed soit directement, soit par le biais de la publication pro-bolchévique "Masses".

En d'autres termes, le soutien financier de Reed venait de deux sources supposées être concurrentes dans le spectre politique […]
[…] Une troisième catégorie de financement se doit d'être également mentionnée: Reed reçût des fonds mineurs et apparemment non connectés du commissaire de la Croix Rouge américaine de Petrograd Raymond Robins. Il recevait également de l'argent pour des articles publiés dans d'autres journaux et des droits d'auteur de ses livres. Il n'y a pas de traces des sommes reçues pour cela.

John Reed et le magazine Metropolitan

[…] En 1915, John Reed fut arrêté en Russie par les autorités tsaristes et le *Metropolitan* intervint auprès du ministère des affaires étrangères en soutien de Reed […]
[…] Une hypothèse qui cadre d'autres preuves concernant Wall Street et la révolution bolchévique est que John Reed était de fait un agent des intérêts de la maison des Morgan, probablement qu'à moitié averti de son double rôle et que ses écrits anticapitalistes maintenaient la validité que tous les capitalistes sont en perpétuelle guerre contre les socialistes révolutionnaires. Carroll Quigley, comme nous l'avons déjà noté, a rapporté que les intérêts de la maison Morgan soutenaient les organisations révolutionnaires domestiques et les écrits anticapitalistes; de plus nous avons présenté dans ce chapitre des preuves documentées irréfutables (NdT : voir à cet effet et pour tous les chapitres, les notes de fin qui référencient tous les documents ayant servi de preuves et de documentation pour la rédaction du livre, ils sont légions et beaucoup proviennent des archives du ministère des affaires étrangères américain), que les intérêts des Morgan affectaient également le contrôle d'un agent soviétique, intercédant en sa faveur et, de manière encore plus importantes, intervenant de manière générale en faveur des intérêts soviétiques auprès du gouvernement américain. Ces activités étaient concentrées à une seule adresse: 120 Broadway, New York City.

Chapitre 9

La Guaranty Trust va en Russie

"Le gouvernement soviétique désire que la Guarantee (sic) Trust Company devienne l'agent fiscal des États-Unis pour toutes les opérations soviétiques et envisage un achat américain de la Eestibank avec pour but de relier les fortunes soviétiques avec les intérêts financiers américains."
(William H. Coombs, rapportant à l'ambassade américaine de Londres le 1er Juin 1920 (archive décimale du département d'état américain, 861.51/752 – Note: Eestibank était une banque estonienne)
En 1918, les soviétiques devaient faire face à un grand nombre de problèmes à la fois intérieurs et extérieurs. Ils n'occupaient qu'une petite fraction de la Russie. Pour avoir raison du reste du pays, ils avaient besoins d'armes venant de l'étranger, d'importations de nourritures, de soutien financier extérieur, d'une reconnaissance diplomatique et par-dessus tout, de commerce avec l'extérieur. Pour gagner la reconnaissance de l'étranger et le commerce attenant, les soviétiques avaient besoin en premier lieu d'une représentation en pays étranger; cette représentation à son tour, demandait un financement par de l'or ou des devises étrangères. Comme nous l'avons déjà vu, la première étape fut d'établir un bureau soviétique à New York sous l'égide de Ludwig Martens. En même temps eurent lieu les efforts de transferts de fonds aux

États-Unis et en Europe pour les achats de biens de consommations et autres. Puis, une influence fut exercée aux États-Unis pour gagner la reconnaissance de l'URSS et d'obtenir les licences d'exportation nécessaires afin d'exporter des marchandises vers la Russie.
Les banquiers et les avocats de New York apportèrent une assistance signifiante, voire dans quelques cas, critique, pour chacune de ces tâches. Quand le professeur George. V. Lomonosov, l'expert technique du bureau soviétique, avait besoin de transférer des fonds d'un agent en chef de Scandinavie, un avocat important de Wall Street vint l'assister, en utilisant des réseaux officiels du ministère des affaires étrangères et le faisant fonction de ministre des affaires étrangères comme intermédiaires. Quand de l'or devait être transféré aux États-Unis, c'était AIC, Kuhn, Loeb & Co et la Guaranty Trust qui en faisaient la demande et utilisaient leur influence à Washington pour faciliter les opérations. Et quand vint le temps de la reconnaissance, on trouva les firmes américaines plaidant au congrès et devant le public américain pour endosser le régime soviétique.
Le lecteur ne doit pas hâtivement penser d'après ces faits que Wall Street était rouge (comme le laisse deviner le dessin pamphlétaire mis en exergue au début de l'ouvrage); nous verrons dans un chapitre suivant, que la firme J.P. Morgan finançait également l'amiral Kolchak en Sibérie; celui-ci combattait les bolchéviques pour installer son propre régime autoritaire. La firme a aussi contribué à l'organisation anti-Communist United Americans.

Wall Street vient en aide au professeur Lomonosov

Le cas du professeur Lomonosov est un cas détaillé de l'histoire de Wall Street à aider les débuts du régime soviétique. A la fin de 1918, le professeur George V. Lomonosov, membre du bureau soviétique de New York puis plus tard commissaire de l'URSS aux chemins de fer, se retrouva cloué aux États-Unis sans argent. A cette époque, les fonds bolchéviques n'avaient pas le droit d'entrer aux États-Unis car il n'y avait aucune reconnaissance officielle du régime. Le 24 Octobre 1918, le professeur Lomonosov était l'objet d'une lettre du ministère de la justice au ministère des affaires étrangères États-unien. La lettre se rapportait aux attributs et discours pro-bolchéviques de Lomonosov et l'enquêteur de conclure: "Le professeur Lomonosov n'est pas un bolchévique même si ses discours constituent une preuve de son soutien incontestable à la cause bolchévique." Ainsi Lomonosov fut capable de tirer les ficelles au plus haut niveau du gouvernement pour avoir 25 000 dollars transférés d'URSS par un agent espion soviétique de Scandinavie (qui devint lui-même un assistant confidentiel de Reeve Schley, un des vice-présidents de la Chase Bank). Tout ceci fut accompli avec l'assistance d'un membre d'un cabinet légal très important de Wall Street !
Nous présentons les preuves ici en détail car ceux-ci pointent la relation très étroite entre certains intérêts qui ont été pensés jusqu'à maintenant comme étant des ennemis farouches. La première indication du problème Lomonosov est une lettre datée du 7 Janvier 1919 de Thomas L. Chadbourne de Chadbourne & Babitt, sise angle 8ème étage du 14 Wall Street (même adresse que William Boyce Thompson) à Frank Polk, le faisant fonction de ministre des affaires étrangères. Notez la salutation amicale et la référence nonchalante à Michael Gruzenberg alias Alexander Grumberg, agent soviétique en chef en Scandinavie et plus tard assistant de Lomonosov […]

Note des traducteurs: s'ensuit ici une longue série de reproduction de lettres et de télégrammes en rapport avec l'affaire Lomonosov.
[…] Notons au passage qu'un avocat d'une firme importante de Wall Street avait l'adresse de Gruzenberg, agent en chef bolchévique en Scandinavie, à une époque où le faisant fonction de ministre des affaires étrangères américains et la délégation américaine de Stockholm n'avaient aucune trace de l'adresse, ni la délégation était en mesure de la tracer. Chadbourne présume également dans sa correspondance que les soviets étaient le gouvernement officiel de la Russie, alors même que le gouvernement soviétique n'était pas reconnu par les États-Unis; la position officielle de Chadbourne pour le gouvernement au comité du commerce de guerre aurait requérait qu'il le sache […]
Note: s'ensuit encore une série de correspondance sur l'affaire.
[…] Il est évident que pour des raisons soit de relation amicale particulière entre Polk et Chadbourne ou soit par influence politique, le ministère des affaires étrangères se sentit obligé de "porter les valises" d'un agent bolchévique, qui venait juste d'être expulsé de Norvège. Mais pourquoi une firme légale prestigieuse de Wall Street serait-elle si intimement intéressée pour le bien-être d'un émissaire bolchévique ? Peut-être qu'un rapport du ministère des affaires étrangères, contemporain de l'affaire, nous donnera un indice:
"Martens, le représentant bolchévique et le professeur Lomonosov tablent sur le fait que Bullitt et sa clique va émettre un rapport favorable pour la mission et le président en regard des conditions en Russie soviétique et que sur la base de ce rapport, le gouvernement des États-Unis sera en faveur de coopérer avec le gouvernement soviétique comme proposé par Martens." – Le 29 Mars 1919 –

Le terrain est préparé pour l'exploitation commerciale de la Russie

C'était l'exploitation commerciale de la Russie qui excitait à ce point Wall Street et Wall Street ne perdit pas de temps à préparer son programme. Le 1er Mai 1918, date fétiche pour les révolutionnaires, l'American League to Aid and Cooperate with Russia fut établie et son programme approuvé dans une conférence qui s'est tenue dans le bâtiment du bureau du sénat à Washington D.C. […]
[..] Ceci était un comité exécutif hybride, il représentait des éléments révolutionnaires américains, le congrès des États-Unis et les intérêts financiers impliqués de manière importante dans les affaires russes.
Un programme avait été approuvé par le comité exécutif; ce programme insistait sur la création d'une division russe officielle au sein du gouvernement américain et "dirigé par des hommes forts". Cette division s'assurerait la coopération des universités, des organisations scientifiques et d'autres institutions afin d'étudier la "question russe", elle coordonnerait et unifierait les organisations aux États-Unis pour la "sauvegarde de la Russie" et arrangerait pour un "comité spécial de renseignement sur la question russe" et de manière générale étudierait elle-même ce qui se rapporterait "à la question russe". Le comité exécutif passa ensuite une résolution soutenant le message du président Woodrow Wilson au congrès soviétique à Moscou et la ligue affirma son propre soutien à la nouvelle Russie soviétique. […]
[…] En conséquence, nous trouvons un effort concerté vers la mi-1918 par un segment du monde des affaires états-unien, manifestement préparé à ouvrir la voie du commerce, pour prendre avantage de sa position en regard des soviétiques.

L'Allemagne et les États-Unis luttent pour le commerce avec la Russie

En 1918, une telle assistance au régime embryonnaire bolchévique était justifiée par la volonté de battre l'Allemagne et de l'empêcher d'exploiter le marché russe par la suite. Ceci fut l'argument utilisé par William Boyle Thompson et Raymond Robins pour justifier de l'envoi de propagande bolchévique et de révolutionnaires en Allemagne en 1918. Cet argument fut aussi utilisé en 1917 lorsque Thompson rencontra le premier ministre britannique Lloyd George afin d'obtenir le soutien de la Grande-Bretagne dans l'émergence du régime bolchévique […]

[…] Des statistiques exagérées furent utilisées pour soutenir les propositions, comme par exemple établissant que le gouvernement soviétique représentait 90% du peuple russe et "que les autres 10% étaient constitués de l'ancienne classe dirigeante et de propriétaires… qui bien sûr sont mécontents." Un officiel américain déclara: "si nous ne faisons rien et laissons les choses dépérir, nous aiderons à affaiblir le gouvernement soviétique et cela jouera en faveur des Allemands." Ainsi il fut recommandé "qu'une commission armée de crédits et de bons conseils commerciaux pourrait aider beaucoup."

Pendant ce temps, en Russie, la situation économique était devenue critique et l'inévitabilité d'une embrasse avec le capitalisme avait commencé à se faire jour dans le parti communiste et ses planificateurs. Lénine cristallisa cette prise de conscience devant le 10ème congrès du parti communiste de l'URSS (NdT : Mars 1921):

"Sans l'assistance du capital, il sera impossible pour nous de conserver le pouvoir prolétarien dans un pays incroyablement ruiné dans lequel la paysannerie, tout aussi ruinée, constitue une majorité écrasante et bien sûr, pour obtenir cette assistance, le capital va nous presser de centaines de pourcents. Ceci est ce que nous devons comprendre. En l'occurrence, ou bien ce type de relations économiques ou rien…"

Puis Léon Trotski fut cité pour avoir dit: "Ce dont nous avons besoin ici est d'un organisateur comme Bernard M. Baruch".

[…] Les premiers contrats effectués par le bureau soviétique de New York indiquent que le soutien financier et moral précédent des bolchéviques commençaient à être récompensés sous forme de contrats.

La plus grande commande en 1919-20 fut contractée par Morris & Co, Chicago Meatpacker pour 23 000 tonnes de produits alimentaires et pour une valeur approximative de 10 millions de dollars. La famille Morris était liée par alliance à la famille Swift, dont Harold H. Swift fut un élément majeur de la mission de la CR américaine en Russie en 1917 […]

L'or soviétique et les banques américaines

L'or était le seul moyen pratique avec lequel l'URSS pouvait payer ses achats étrangers et les banquiers internationaux étaient très flexibles pour faciliter les envois et transferts d'or russe. Les exportations d'or russe, principalement les pièces en or de l'époque impériale, commencèrent au début de 1920 ver la Norvège et la Suède. L'or fut ensuite transféré en Hollande et en Allemagne et vers d'autres destinations, incluant les États-Unis.

En Août 1920, une cargaison de pièces d'or russes fut reçue par la Den Norske Handelsbank en Norvège pour une garantie de paiement de 3 000 tonnes de charbon par la compagnie Niels Juul and Co aux États-Unis pour le compte du gouvernement

soviétique. Ces pièces furent transférées à la Norges Bank pour y être stockées. Les pièces y furent expertisées comme étant de véritables pièces impériales russes […]
[…] Simultanément, il fut reporté que trois navires avaient quitté Reval sur la Mer Baltique avec de l'or soviétique à destination des États-Unis. Le *S.S Gauthod* (NdT : S.S est ici l'acronyme de "Steam Ship" ou navire à vapeur) avait à son bord 216 caisses d'or sous la supervision du professeur Lomonossov, qui retournait alors aux États-Unis. Le *S.S Carl Line* avait à son bord 216 autres caisses d'or sous la supervision de trois agents russes. Le *S.S Ruheleva* avait lui 108 caisses à bord. Chaque boîte contenait 2,36 kg d'or à une valeur de 60 000 roubles or chacune. Tout ceci fut suivit par un autre transfert à bord du *S.S Wheeling Mold*…
[…] L'or arriva à New York au bureau Assay et ne fut pas déposé par Kuhn, Loeb and Co mais par la Guaranty Trust Company de New York City. La Guaranty Trust en référa au comité directeur de la réserve fédérale qui elle en référa au ministère des finances américain afin d'accepter le paiement […]
[…] En bref, nous pouvons lier l'American International Corporation, le professeur d'influence Lomonossov, la Guaranty Trust et Olof Aschberg (que nous avons identifié préalablement) aux premiers imports d'or soviétique aux États-Unis.

Max May de la Guaranty Trust devient directeur de la RuskomBank

En Janvier 1922, le ministre du commerce Herbert Hoover intercéda auprès du ministère des affaires étrangères en faveur du plan de la Guaranty Trust pour créer des relations d'échanges avec la "New State Bank at Moscow". Ce plan, écrivit Herbert Hoover, "ne serait pas sujet à objection si une stipulation spécifique était faite concernant le fait que tout l'argent venant en leur possession devra être utilisé pour l'achat de biens de consommation civiles aux États-Unis", Hoover ajouta: "Il pourrait être avantageux d'avoir ces transactions organisées de telle manière que nous sachions de quoi il retourne au lieu des échanges évasifs actuels." […]
[…] Guaranty Trust alla de l'avant (avec le soutien de Herbert Hoover) et participa à la formation de la première banque soviétique international dont Max May de la Guaranty Trust, devint le chef du département des transactions étrangères de la RuskomBank (ou banque commerciale russe).

Au cœur du Nouvel Ordre Mondial : Wall Street et la révolution bolchévique (Professeur Antony Sutton)… ~ 4ème et dernière Partie ~

https://resistance71.wordpress.com/2012/01/10/au-coeur-du-nouvel-ordre-mondial-wall-street-et-la-revolution-bolchevique-professeur-antony-sutton-4eme-et-derniere-partie/

Chapitre 10

J.P Morgan donne un peu d'aide à l'opposition

Jusqu'ici, notre histoire a évolué autour d'une grande maison de la finance, la *Guaranty Trust Company*, le plus grand trust financier des États-Unis (NdT : à l'époque) contrôlé par la firme J.P. Morgan. Guaranty Trust a utilisé Olof Aschberg, le banquier

bolchévique, comme son intermédiaire en Russie avant et après la révolution. Guaranty Trust était un garant de Ludwig Martens et son bureau soviétique de New York et première représentation soviétique aux États-Unis. Le premier envoi d'or soviétique aux États-Unis a aussi été tracé avec la Guaranty Trust.
Il y a un revers à cette pièce, Guaranty Trust était également un fondateur de United Americans, une organisation antisoviétique très virulente, qui répandait la peur d'une invasion rouge des États-Unis en 1922, qui proclamait que 20 millions de dollars de fonds soviétiques étaient en route pour financer la révolution aux États-Unis et prévoyait une panique générale dans les rues de New York ainsi qu'une famine de masse. Ce double-jeu soulève bien entendu des questions sur les intentions de la Guaranty Trust et de ses directeurs. Faire des affaires avec les soviétiques, même les financer, peut-être expliqué par un appât du gain apolitique ou simplement pour le goût des bénéfices. Mais d'un autre côté, faire répandre délibérément de la propagande faite pour créer un effet de peur et de panique tout en finançant en même temps les conditions qui mènent à cette panique devient un problème bien plus considérable; suggérant un niveau de dépravation morale élevée. Regardons de plus près ce mouvement anti-communiste d'United Americans.

United Americans créé pour lutter contre le communisme

L'organisation fut fondée en 1920; Elle était limitée aux États-Unis et planifiée pour cinq millions de membres, "le seul but étant de combattre les enseignements des socialistes, des communistes, des membres de l'Industrial Workers of the World (IWW créé en 1923, NdT : organisation d'obédience anarchiste), des organisations russes et des sociétés paysannes radicales. En d'autres termes, United Americans se devait de combattre toutes les institutions et les groupes qui avaient des idées anticapitalistes.
Les premiers officiers de l'organisation étaient Allen Walker de la Garant Trust, Daniel Willard, président de la Baltimore & Ohio rail road, H.H. Westinghouse de Westinghouse Air Bracke compagnie et Otto H. Kahn de Kuhn, Loeb and Co et de l'Américain International Corporation (AIC)… De manière évidente, United Americans était au premier abord, le type même d'organisation que l'establishment capitaliste aurait voulu soutenir et financer. Sa création ne fut en rien une surprise.
D'un autre côté, comme nous l'avons déjà vu, ces financiers étaient aussi profondément impliqués à soutenir le nouveau régime soviétique de Russie, bien que ce soutien ne se fisse que de derrière le rideau, seulement enregistré dans les archives gouvernementales et information retirée de la vue du public pour 50 ans. Ainsi, en tant que parties prenantes de United Americans, Walker, Willard, Westinghouse et Kahan jouaient un double-jeu. Otto Kahn, fondateur de l'organisation anti-communiste United Americans avait été décrit par le socialiste britannique J. H. Thomas comme étant quelqu'un "qui avait le visage tourné vers la lumière"…
[…] La compagnie Baltimore & Ohio Railroad (compagnie des chemins de fer de Baltimore et de l'Ohio), l'employeur de Willard, était très active dans le développement de la Russie soviétique dans les années 1920. Westinghouse opérait, à la date de la création d'United Americans en 1920, une grande usine qui avait été exemptée de nationalisation par les Soviétiques. Le rôle de la Guaranty Trust a déjà été détaillé dans ces pages.

United Americans révèlent "des éléments importants" sur les rouges

[…] United Americains avait étudié, fut-il révélé, une histoire détaillée pour faire peur aux citoyens à propos d'une invasion communiste des États-Unis sous les deux ans … Cette étude avait le soutien du comité exécutif de la Guaranty Trust, incluant Otto Kahn, Allen Walker et Daniel Willard […]
[…] Les envois d'or soviétique à la Guaranty Trust dans le milieu des années 1920 furent estimés à environ 15 millions de dollars, plus les autres envois par le biais de Robert Dollar et d'Olof Aschberg, amenèrent le total à près de 20 millions de dollars. L'information sur l'or soviétique envoyé au mouvement radical fut appelée "très sûre" et "fut donnée au gouvernement". Les rouges soi-disant planifiaient d'affamer New York jusqu'à la soumission en quatre jours.
Le rapport d'United Americans avait largement surestimé le nombre de radicaux aux États-Unis en lançant un chiffre de l'ordre de 2 à 5 millions pour finalement stabiliser le chiffre à 3,5 millions de radicaux membres de 4 organisations. Le rapport concluait sur la possibilité d'un bain de sang.
En bref, United Americans publia un rapport sans preuves substantielles de ce qu'ils avançaient; ceci était fait pour faire peur au citoyen lambda et créer une panique. Le point important ici est également de savoir que ceci est le même groupe d'intérêt qui était responsable de protéger, de financer et d'assister les soviétiques pour qu'ils puissent éventuellement mettre en œuvre ces mêmes plans.

Conclusions sur United Americans

United Americains est le seul exemple documenté connu par l'auteur de cet ouvrage, d'une organisation qui assistait le régime soviétique et qui était aussi à l'avant-garde de l'opposition à ces mêmes soviétiques. Ceci n'est en aucun cas un développement factuel inconsistant et de plus amples études devraient se focaliser sur au moins ces deux aspects:

a) Y a-t-il d'autres exemples connus et prouvés de double-jeu par des groupes influents généralement connus sous le nom "d'establishment" ?
b) Ces exemples peuvent-ils être étendus à d'autres domaines ? Par exemple existent-ils des preuves que des troubles sociaux aient été instigués par ces groupes ?
c) Quel est le but ultime de cette tactique du double-jeu ? Peut-on le lier à l'axiome marxiste (**NdT :** hégélien en fait…) de la thèse, antithèse menant à la synthèse ? Si le communisme, un monde communiste est l'objectif et la synthèse souhaitée, le capitalisme étant la thèse, ainsi quelque chose autre que le capitalisme et le communisme doit-être l'antithèse. Se pourrait-il donc que le capitalisme soit la thèse, le communisme l'antithèse et l'objectif des groupes révolutionnaires et de leurs souteneurs et financiers être une synthétisation de ces deux systèmes en un système mondial non encore décrit ? (**NdT :** le Nouvel Ordre Mondial…)

Morgan et Rockefeller aident Kolchak

De manière concomitante avec ses efforts pour aider le bureau soviétique et United Americains, la firme JP Morgan, qui contrôlait Guaranty Trust, donnait également une assistance financière à un des opposants principaux des bolchéviques, l'amiral Aleksandr Kolchak en Sibérie […]

[…] En Août 1919, le ministre des affaires étrangères américain Robert Lansing recevait une lettre de la National City Bank d'influence Rockefeller, demandant un commentaire officiel sur une proposition de prêt de 5 millions de dollars à l'amiral Kolchak, et de JP Morgan et d'autres banquiers une autre lettre demandant les visions du département d'état concernant un autre prêt cette fois de 10 millions de Livres Sterling à Kolchak par un consortium de banquiers américano-britanniques.
Le ministre Lansing répondît aux banquiers que les États-Unis n'avaient pas reconnu Kolchak et que bien que préparé à offrir une assistance, "le ministère des affaires étrangères ne pouvait pas prendre la responsabilité d'encourager de telles négociations mais que néanmoins, il ne semblait pas y avoir d'objection quelconque pour que le prêt soit accordé par des banquiers qui estiment que cela est une bonne chose de le faire."
Ainsi le 30 Septembre, Lansing informa le consul général des États-Unis à Omsk, que le "prêt était passé par voie régulière". 2/5 du prêt furent effectués par des banques britanniques et 3/5 par des banques américaines. Le prêt fut garanti par de l'or russe qui fut envoyé à San Francisco. Le timing des exportations d'or soviétique précédentes suggère que la coopération sur les ventes d'or soviétique fut déterminée juste après l'accord du prêt sur or de Kolchak.
Les ventes d'or soviétique et le prêt à Kolchak suggère également que la déclaration de Carroll Quigley concernant l'infiltration de la gauche américaine par les intérêts Morgan, s'appliquait également aux mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires étrangers […]
[…] En d'autres termes, nous savons que JP Morgan, des banquiers de Londres et New York ont financé Kolchak. Il y a aussi des preuves qui connectent Kolchak et son armée avec d'autres armées antibolchéviques. Il y a en outre peu de questions sur le financement des armées russes antibolchéviques par les industriels allemands et les cercles banquiers. De manière évidente les fonds de financement de ces banquiers ne connaissent aucun drapeau national.

Chapitre 11

L'alliance des banquiers et de la révolution

"Le nom des Rockefeller n'est pas synonyme de révolutionnaire, et le cours de ma vie a forgé une attitude prudente qu'on pourrait appeler conservatisme. Je ne souscris pas à des causes sans but…"
(John D. Rockefeller III, "La seconde révolution américaine", 1973)

Un résumé des preuves présentées

Des évidences historiques déjà publiées par George Katkov, Stefan Possony et Michael Futrell ont établi que le retour de Lénine en Russie et son parti d'exilés bolchéviques, suivi quelques semaines plus tard par un groupe de menchéviques, fut organisé et financé par le gouvernement allemand. Les fonds nécessaires furent transférés en partie par la Nya Banken de Stockholm, propriété d'Olof Aschberg et le double objectif allemand était :

a) Le retrait de la Russie de la guerre
b) e contrôle du marché russe dans l'après-guerre

Nous avons maintenant été au-delà de cette évidence prouvée et avons établi une relation de travail continue entre le banquier bolchévique Olof Aschberg et la Guaranty Trust Company de New York contrôlée par les intérêts JP Morgan, avant, durant et

après la révolution russe. Dans la période tsariste, Aschberg était l'agent des Morgan en Russie et le négociateur des emprunts russes aux États-Unis; en 1917, Aschberg devint l'intermédiaire financier des révolutionnaires et après la révolution, Aschberg fut mis à la tête de la RuskomBank, la première banque internationale soviétique, tandis que Max May, un vice-président de la Guaranty Trust (Morgan) devint directeur et chef du département extérieur de la RuskomBank. Nous avons présenté des preuves documentées concernant une relation continuelle entre la Guaranty Trust Company et les bolchéviques. Les directeurs de la Guaranty Trust Company en 1917 sont listés dans l'appendix 1 de cet ouvrage.

De plus, il y a des preuves documentées des transferts de fonds des banquiers de Wall Street aux activités révolutionnaires internationales. Par exemple, la preuve écrite (par messages télégraphiques) que William Boyce Thompson, un des directeurs de la banque de la réserve fédérale de New York, un grand actionnaire de la Chase Bank contrôlée par les Rockefeller et un associé financier des Guggenheim et des Morgan, contribua de la somme de 1 millions de dollars à la révolution bolchévique et à ses buts de propagande. Un autre exemple est John Reed, membre américain du comité exécutif de la troisième internationale et qui était assisté et financé par Eugene Boissevain, un banquier privé new-yorkais; Reed était employé par Harry Payne Whitney et son magazine *"Metropolitan*". Whitney était en même temps un des directeurs de la Guaranty Trust.

Nous avons également établi que Ludwig Martens, le premier "ambassadeur soviétique" aux États-Unis, était, (d'après le chef du renseignement britannique Sir Basil Thompson) financé par des fonds de la Guaranty Trust. En traçant le financement de Trotski aux États-Unis, nous sommes remontés à des sources allemandes, qui doivent toujours être identifiées à New York et bien que nous ne sachions pas les sources allemandes précises du financement de Trotski, nous savons que von Pavenstedt, le trésorier en chef de l'espionage allemand aux États-Unis en cette période, était aussi un associé important d'Amsinck & Co, qui était la propriété de l'omni-présente American International Corporation (AIC), contrôlée par les intérêts de JP Morgan.

De plus, les firmes de Wall Street incluant la Guaranty Trust étaient impliquées dans les activités de guerre révolutionnaire de Carranza et Villa au Mexique. Nous avons également documenté la preuve concernant un consortium de Wall Street qui finança la révolution de Sun-Yat Sen en Chine en 1912, une révolution qui est aujourd'hui considérée par les révolutionnaires de Mao comme étant un évènement précurseur de la grande révolution maoïste en Chine. Charles B. Hill, l'avocat new-yorkais chargé de négocier avec Sun Yat-Sen au nom du consortium, était un directeur de trois succursales de la Westinghouse et nous avons trouvé que Charles R. Crane de Westinghouse Russie était également impliqué dans la révolution russe.

Au-delà de la finance, nous avons aussi identifié une preuve plus signifiante de l'implication de Wall Street dans la cause bolchévique.

La mission de la Croix Rouge américaine en Russie fut une aventure privée de William B. Thompson, qui manifesta un soutien public aux révolutionnaires bolchéviques. Les documents maintenant déclassifiés du cabinet de guerre britannique, indiquent que la politique étrangère britannique fut changée au profit du régime Lénine-Trotski par l'intervention personnelle de Thompson auprès de Lloyd George en Décembre 1917…

[…] John Reed était non seulement financé par Wall Street, mais recevait un soutien constant pour ses activités, ceci incluant des interventions directes du ministère des affaires étrangères états-Unien en la personne de William Franklin Sands, secrétaire exécutif d'AIC, pour le tirer d'affaire quand cela était nécessaire.
Dans le cas de sédition concernant Robert Minor, il existe quelques preuves circonstancielles montrant l'intervention du colonel Edward House pour sa libération…
Quelques agents de renseignement internationaux tel Alexander Grumberg ont travaillé pour Wall Street et les bolchéviques. En 1917, Grumberg était le représentant d'une entreprise américaine à Petrograd, travaillait pour Thompson à la mission de la Croix Rouge et devint l'agent en chef des bolchéviques en Scandinavie jusqu'à ce qu'il fut expulsé de Norvège, pour devenir ensuite l'assistant confidentiel de Reeve Schley de la Chase Bank de New York et ensuite de Floyd Odium d'Atlas Corporation.
Cette activité intense en faveur des bolchéviques émanait en très grande partie d'une adresse unique: 120 Broadway, New York City […]
[…] La banque de la réserve fédérale de New York était domiciliée au 120 Broadway.
Le véhicule de l'activité pro-bolchévique était l'American International Corporation (AIC), sise au 120 Broadway…

[…] **Ludwig Martens**, le premier ambassadeur soviétique sur le territoire américain fut le vice-président de la firme Weinberg & Posner, sise au 120 Broadway. La Guaranty Trust Company était voisine au 140 Broadway, mais la succursale Guaranty Securities résidait au 120 Broadway. En 1917, Hunt, Hill & Betts la firme qui employait Charles Hill qui négociait avec Sun Yat-Sen était sise au 120 Broadway La John MacGregor Grant and Co qui était financée par Olof Aschberg depuis la Suède et la Guaranty trust à New York était sise au 120 Broadway. La firme des Guggenheim et la branche exécutive de la General Electric (associée avec l'AIC) étaient sises au 120 Broadway. Nous ne pouvons en conséquence pas être surpris que le club des banquiers, l'influent "Bankers' Club", fut également domicilié au 34ème et dernier étage du 120 Broadway, New York City…
Il est très significatif que le soutien aux bolchéviques ne s'interrompît pas avec la consolidation de la révolution, ce soutien ne peut pas être expliqué seulement par les termes de la guerre contre l'Allemagne […]
[…] Nous avons ensuite trouvé que la Guaranty Trust finançait également le bureau soviétique de New York en 1919.
Le premier signe que ces efforts politiques et financiers finissaient par produire leurs dividendes vint en 1923 lorsque les soviétiques formèrent leur première banque internationale: la banque russe de commerce ou RuskomBank. L'associé de Morgan Olof Aschberg en devint le directeur avec Max May, un vice-président de la Guaranty Trust en devint lui le chef du département extérieur. La RuskomBank nomma promptement la *Guaranty Trust Company* pour être son seul agent aux États-Unis.

L'explication pour cette alliance contre-nature

Quel motif peut bien expliquer cette coalition entre les capitalistes et les bolchéviques ?

La Russie était alors, comme elle l'est toujours aujourd'hui (NdT : dans les années 1970), le plus grand marché non développé au monde. De plus, La Russie d'alors et d'aujourd'hui, constitue la plus grande menace compétitive en matière de finance et d'industrie pour la suprématie américaine.
Pourquoi donc permettre à la Russie de devenir un compétiteur et un défi à la suprématie américaine ?
A la fin du XIXème siècle, Les Morgan, Rockefeller et Guggenheim avaient démontré leur volonté monopoliste. Dans son ouvrage "Chemins de fer et régulation de 1877 à 1916", Gabriel Kolko a démontré comment les propriétaires de chemin de fer et non pas les fermiers, désiraient un contrôle d'état sur les chemins de fer afin de préserver leur monopole et abolir la compétition. Ainsi la plus simple explication de notre évidence apportée est qu'un consortium financier de Wall Street a étendu ses ambitions monopolistes et élargi ses horizons sur une échelle mondiale. *L'énorme marché russe devait être converti en un marché captif et une colonie technique et technologique afin d'être exploité par quelques financiers américains très influents et les corporations qu'ils contrôlent.*
Rappelons-nous que ce fut Trotski qui nomma des généraux tsaristes pour consolider l'armée rouge. Que ce fut Trotski qui demanda que des officiers américains viennent contrôler la Russie révolutionnaire et interviennent au nom des soviets; que ce fut Trotski qui écrasa d'abord le mouvement libertaire au sein de la révolution (**NdT :** chose que peu de gens savent ou veulent admettre: le premier soviet de St Pétersbourg en 1907 fut créé par les anarchistes. L'anarchiste russe et détracteur de Trotski, Voline, en fut un des fondateurs. Le concept des "soviets" ou assemblée populaire décidant en démocratie directe, est un concept anarchiste…) pour ensuite écraser les ouvriers et les paysans; que l'histoire officielle ignore totalement l'armée verte de 700 000 hommes, composée d'ex-bolchéviques, courroucés par la trahison de la révolution et qui combattirent à la fois les blancs tsaristes et les rouges bolchéviques (**NdT :** référence faite ici au mouvement libertaire de Viktor Makhno en Ukraine soviétique et le mouvement anarchiste de la Makhnoviskaya).
En d'autres termes, nous suggérons que la révolution bolchévique était une alliance d'étatistes: des étatistes révolutionnaires et des étatistes financiers alignés contre la véritable révolution menée par les éléments libertaires russes.
(**NdT :** Ceci se renouvela pour que l'étatisme triomphe de la révolution espagnole libertaire de 1936-1939. Les étatistes stalinistes faisant le jeu des étatistes fascistes pour préserver les intérêts des mêmes personnes qui les financent… Le tout contre la seule menace réelle à l'oligarchie en place: les libertaires et la solution de la révolution sociale mettant à bas l'état et les institutions garant du statu quo oligarchique…)
La question qui vient maintenant à l'esprit des lecteurs est la suivante: Ces banquiers étaient-ils bolchéviques ?
Bien sûr que non ! Ces financiers n'avaient aucune idéologie. Ce serait un grand non-sens et une mauvaise interprétation que de penser que l'assistance donnée aux bolchéviques l'était à des fins idéologiques. Ces financiers n'étaient motivés que par le profit et le pouvoir et de ce fait aurait assisté tout véhicule politique qui leur aurait donné leurs entrées au sein du pouvoir. Trotski, Lénine, Kolchak, le Tsar, Denikine, tous reçurent de l'aide. Tous, sauf ceux, bien entendu, qui désiraient une véritable société individuelle libre.

John P. Diggins dans son ouvrage *“Mussolini et le fascisme: une vision américaine”* avait noté à propos de Thomas Lamont de la Guaranty Trust:
“De tous les leaders du monde des affaires américain, celui qui patronisa le plus la cause fasciste fut Thomas Lamont, qui était à la tête du puissant réseau banquier JP Morgan. Lamont servit comme une sorte d’assistant commercial pour le gouvernement fasciste italien.”
Lamont facilita un emprunt de 100 millions de dollars pour Mussolini en 1926, ceci à une période cruciale pour le dictateur italien. Nous devons aussi nous rappeler que Lamont, directeur de la Guaranty Trust était le père de Corliss Lamont, un communiste américain. L’approche identique des systèmes totalitaires fascistes et communistes n’était pas réservée qu’à la famille Lamont. Par exemple, Otto Kahn, directeur d’AIC et de Kuhn, Loeb and Co était certain que “le capital américain investi en Italie trouverait sécurité, encouragement, opportunité et récompenses. C’était le même Otto Kahn qui faisait des discours à la Ligue Socialiste de la Démocratie Industrielle en 1924, et assurait que ses objectifs étaient les siens. Ils n’étaient différents que dans les moyens pour y parvenir.
Ivy Lee, l’homme des relations publiques des Rockefeller, fit des déclarations similaires et fut responsable de conquérir le public américain très naïf à la cause du régime soviétique […]

Le plan Marburg

Ce plan était financé par Andrew Carnegie et son ample héritage, il fut produit dans les premières années du XXème siècle. Il y fut suggéré une sorte de schizophrénie préméditée et superficielle qui masquerait en fait un programme intégré d’acquisition du pouvoir. “Carnegie et son immense fortune, les financiers internationaux et les socialistes pourraient être intégrés et organisés en un mouvement qui forcerait la création d’une ligue pour la paix.
Les gouvernements mondiaux en accord avec le plan Marburg devaient être socialisés tandis que le pouvoir ultime resterait entre les mains des financiers internationaux “qui contrôleraient ses conseils et imposerait la paix donnant ainsi une cure spécifique au malfonctionnement politique de l’humanité.” […]
[…] De cette semence la plus improbable grandît le mouvement internationaliste moderne qui incluait non seulement des financiers comme Carnegie, Paul Warburg, Oto Kahn, Bernard Baruch et Herbert Hoover, mais aussi la fondation Carnegie et sa progéniture *l’International Conciliation*. Les administrateurs de Carnegie avaient été, comme nous l’avons vu, des membres importants de l’AIC. En 1910, Carnegie donna 10 millions de dollars pour la fondation la Carnegie Endowment for International Peace… Le président des États-Unis, Woodrow Wilson vint sous l’influence déterminante de, en fait il en fut financièrement endetté par la suite, de ce groupe d’internationalistes. Comme Jenning C. Wise l’a écrit:
“Les historiens ne doivent jamais oublier que Woodrow Wilson est celui qui a rendu possible pour Trotski de se rendre en Russie avec un passeport américain.”
Léon Trotski se déclarait lui-même comme internationaliste… Trotski n’était pas pro-russe ou pro-alliés ou pro-allemand comme beaucoup essaient de le caractériser. Trotski était pour une révolution mondiale, pour une dictature mondiale, il était en un mot: un internationaliste… La finance internationale préfère gérer avec des gouvernements centralisés. La dernière chose que la communauté banquière et de la

haute finance désire est le *laissez-faire* (NdT : en français dans le texte) économique et un pouvoir décentralisé, car cela disperserait le pouvoir.
Ceci est donc une explication qui concorde avec l'évidence ici révélée. Cette clique de banquiers et de promoteurs n'était pas bolchévique, ni communiste, ni socialiste, ni démocrate, ni même américaine. Par-dessus tout, ces hommes voulaient des marchés, de préférence des marchés internationaux captifs et un monopole du marché captif planétaire comme but ultime. Ils voulaient des marchés qui pourraient être exploités de manière monopoliste sans peur de la concurrence de la part des Russes, des Allemands ou de quiconque d'autre, ceci incluant les hommes d'affaire américains ne résidant pas dans la sphère d'influence évoquée. Ce petit groupe très fermé était apolitique et amoral. En 1917, il n'avait qu'un seul objectif fondamental: un marché captif en Russie, le tout présenté sous, et intellectuellement protégé par une Ligue qui garantirait la paix **(NdT :** la Ligue des Nations ou LDN qui vit le jour après la première guerre mondiale, aujourd'hui remplacée par… l'ONU)
Wall Street a rempli son but. Les firmes américaines contrôlées par ce consortium continuèrent et bâtirent par la suite l'URSS et mènent aujourd'hui (NdT : 1974) le complexe militaro-industriel soviétique dans l'ère des ordinateurs et de l'informatique. Aujourd'hui, cet objectif est toujours en vie et se porte bien […]
[…] En bref, le bien public a été et est toujours aujourd'hui, utilisé comme un outil et une excuse pour au auto-agrandissement par un cercle élitiste restreint qui plaide pour la paix mondiale et la décence humaine. Tant que le lecteur regarde l'histoire du monde en des termes marxistes du conflit entre le capitalisme et le communisme (**NdT :** ou même du faux-paradigme politique induit "gauche-droite"…), alors les objectifs d'une telle alliance entre la finance internationale et la révolution internationale demeurent élusifs […]
[…] Cette technique utilisée par les monopolistes pour aveugler la société a été mise au point au début du XXème siècle par Frederick C. Howe dans "Les confessions d'un monopoliste":
"Dans un premier temps, la politique est une partie nécessaire des affaires. Pour contrôler les industries, il est nécessaire de contrôler le congrès et les régulateurs et ainsi faire que la société travaille en fait pour vous, les monopolistes." Ainsi, d'après Howe, les deux principes d'un monopoliste à succès sont :
"D'abord laisser la société travailler pour vous, puis faire de la politique un business."
Ceci, écrivit Howe, est la base fondamentale qui régit le gros business […]
[…] le régime totalitaire soviétique survécut. Dans les années 1930 des entreprises étrangères, essentiellement du groupe Morgan-Rockefeller, ont bâti les plans quinquennaux. Elles ont contribué à bâtir la Russie soviétique, économiquement et militairement.